L'AMI DU PEUPLE,

DE L'ORDRE ET DES LOIS.

VOL. III. MONTREAL, MERCREDI, 15 AVRIL, 1835. No. 77

Nouvelles Recentes d'Europe.

Les nouvelles que nous attendions depuis si longtemps et avec tant d'impatience, sont arrivees enfin. Le *Caledonia* et le *Roscoe* de Liverpool, et l'*Utica* du Hâvre, nous ont apporté une grande quantité de papiers Européens, dans lesquels nous trouvons des dates de Londres jusqu'au 11 mars, et des nouvelles de la plus haute importance.

L'empereur d'Autriche est mort.

Des dépêches sont arrivées à New-York, pour son excellence lord Aylmer et sont parties pour Québec immédiatement.

Sir Ch. Manners Sutton vient d'être appelé à la pairie avec le titre de vicomte de Canterbery.

ANGLETERRE.

Le nouveau parlement s'est ouvert jeudi le 19 février. Les abords de la chambre des lords et de la chambre des communes étaient encombrés d'une foule immense, et la canaille se permit d'insulter plusieurs des membres ministériels des deux chambres.

A deux heures précises, le lord chancelier entra dans la chambre des pairs, et après que les divers dignitaires eurent pris leurs places, le lord chancelier envoya l'huissier de la verge noire, prier la chambre des communes de se rendre pour entendre la lecture de la commission royale, pour l'ouverture du parlement. Un instant après, M. Ley parut à la tête de 100 membres environ, et la commission leur fut lue par le lord chancelier, qui leur annonça en même temps, qu'aussitôt que les membres seraient assermentés, sa majesté leur exposerait les causes de la convocation du parlement. Il engagea en même temps la chambre des communes à rentrer dans sa salle ordinaire, et à faire choix de son orateur. Les membres des communes se retirèrent alors. L'évêque d'Hereford lut des prières, et on fit prêter le serment au lord chancelier et aux lords.

Environ 400 membres étaient alors présens dans la chambre des communes, on y remarquait surtout les membres Irlandais au complet. Après quelques minutes de silence, lord Francis Egerton se leva et parla sur le choix de l'orateur. Il dit que jamais la chambre n'avait eu besoin de plus de précautions dans son choix ; que le malheur arrivé dernièrement, de la perte des papiers de la chambre, nécessitait la nomination d'un homme expérimenté et plein de talens. Qu'il allait en proposer un bien connu de la chambre, et à qui ceux mêmes d'une politique opposée ne pouvaient refuser leur hommage. Il voulait parler de sir Charles Manners Sutton, qui, depuis dix-huit ans, remplissait le poste honorable d'orateur de la chambre. Il ne contestait point le mérite du candidat qu'on voulait lui opposer ; mais dans les circonstances actuelles l'expérience était nécessaire.—(Grands applaudissemens des bancs de la trésorerie.)—Il proposait donc que sir C. M. Sutton fut orateur.

Sir Charles Burrel, de l'opposition, seconda la motion. Il se faisait un devoir de rendre hommage aux talens de sir C. M. Sutton et à son aptitude à remplir cette place, et tout en reconnaissant les qualités de la personne qu'on voulait lui opposer, il pensait qu'un homme déjà ancien dans la présidence était préférable.—(Applaudissemens.)

M. Denison se leva au milieu d'applaudissemens bruyans. Il dit qu'il croyait que la chambre devait élire un orateur qui partageât les principes de la majorité. Qu'on aurait bientôt à discuter sur des matières importantes, sur l'état de l'eglise irlandaise, et sur la dissolution du dernier ministère. La chambre avait donc besoin d'un homme impartial et libéral. Il ne connaissait personne plus propre à remplir cet office que l'honorable membre pour la ville d'Edimbourg, qui joignait à des principes réformistes des connaissances légales très étendues et une grande habitude des affaires. Il proposerait donc que le très hon. J. Abercromby fût orateur.—(Applaudissemens.)

La motion de M. Denison fut secondée par M. Ord.

Après lui, sir Charles Manners Sutton se leva, et dit qu'il devait donner quelques explications sur sa conduite, et repoussa les reproches qui lui étaient adressés. Il s'étendit sur sa conduite comme orateur et sur la part qu'il avait prise à la dissolution du ministère.

Il nous est impossible de donner ici un détail de tous les discours prononcés dans cette occasion ; qu'il nous suffise de dire que jamais on ne fit de plus grands efforts jamais on n'employa plus de moyens divers, ou n'eut recours à plus de raisonnemens de toute espèce. Les ennemis de sir Charles avaient résolus, d'abord, de lui réprocher d'avoir intrigué contre les ex-ministres, mais ils n'osèrent le faire devant lui, craignant ses répliques, et disant que ces accusations là étaient hors de question, ils s'en tinrent à demander que la chambre fût libre de son vote et eût un orateur de l'opinion de la majorité. Lord John Russel attaqua sir Charles Manners Sutton très personnellement ; enfin après un debat long et animé, la chambre en vint aux votes, et M. Abercrombie fut élu, à une majorité de DIX SEULEMENT. Les votes etaient comme suit :—

Pour M. Abercrombie	316
Pour sir Charles M. Sutton	306
	622

Les votes se divisent ainsi :

Votes des membres anglais, pour M. Abercrombie,	235
Ecossais et Irlandais	91
Votes des membres anglais pour sir Charles Manners Sutton	259
Ecossais et irlandais	47
	622

Ainsi, d'après les votes des membres anglais, sir C. M. Sutton aurait eu le dessus, et la majorité ne lui est venue que des membres irlandais et écossais.

CHAMBRE DES LORDS,

24 Février.—Aujourd'hui sa majesté s'est rendue en cérémonie à la chambre des pairs pour prononcer le discours promis aux deux chambres. Les cérémonies d'usage furent pratiquees ; le temps était superbe, et une immense foule était attroupée sur le passage du cortège royal. Diverses manifestations d'opinion eurent lieu lorsque le roi passa. Sa majesté semblait parfaitement bien portante, et tandis qu'elle accueillait avec une bienveillance parfaite les démonstrations d'attachement, elle semblait très indifférente aux cris de mecontentement. L'artillerie annonça l'entrée de sa majesté dans la chambre des lords, qui était garnie de dames, d'ambassadeurs, et où se trouvaient un grand nombre de pairs en costume. Les juges étaient présens en habits de cérémonie, ainsi que beaucoup d'évêques en grand costume. A deux heures sa majesté s'assit sur son trône, les communes furent mandées en sa présence, et le roi prononça, d'un ton ferme, le discours suivant.

MYLORDS ET MESSIEURS,

Je profite de la première occasion de vous rencontrer en parlement, après avoir recouru à l'opinion de mon peuple.

Vous participerez pleinement, j'en suis sur, au regrèt que j'éprouve de la destruction par le feu, de cette partie de l'ancien palais de Westminster, qui depuis longtemps était consacrée à l'usage des deux chambres du parlement.

Dans les circonstances de cette calamité, j'ai donné les ordres les plus immédiats pour qu'on prit les meilleures mesures possibles pour pourvoir à votre présente réunion, et je me ferai un plaisir de prendre conjointement avec vous, pour la commodité permanente des séances des deux chambres, telles mesures que vous jugerez propres et convenables.

Je donnerai ordre qu'on mette devant vous le rapport fait par le conseil privé au sujet de l'origine du feu, et les témoignages sur lesquels ce rapport est fondé.

Les assurances que je reçois de mes alliés et généralement de toutes les provinces et états étrangers, de leur désir sincère de conserver des relations d'amitié, et de maintenir avec moi les relations les plus amicales, justifient de ma part l'attente pleine de confiance de la durée des bienfaits de la paix.

La seule exception à la tranquillité générale de l'Europe, est la guerre civile qui désole encore quelques-unes des provinces du nord de l'Espagne.

Je donnerai ordre qu'on mette devant vous les articles des traités que j'ai conclus avec mes alliés le roi de France, la reine régente d'Espagne, la reine de Portugal, qui sont supplémentaires au traité d'avril 1834, et sont destinés à faciliter l'exécution complète des objets qu'avait en vue ce traité.

Je dois vous réitérer l'expression de mon regret de ce que les affaires entre la Hollande et la Belgique ne sont point encore terminées.

Messieurs de la chambre des communes. J'ai donné ordre qu'on préparât les les estimations pour l'annee suivante, et qu'on les mit sous vos yeux, sans délai.

Ils ont été faits avec la plus stricte attention sous le rapport économique, et j'ai la satisfaction de vous annoncer que les demandes pour le service public seront moindres cette année qu'elles n'ont été l'année dernière ou dans aucune autre occasion récente.

L'état satisfaisant du commerce et de l'industrie du pays, et revenu public, justifie pleinement l'attente, que malgré les réductions sur les taxes faites dans la dernière session, il restera une balance suffisante pour faire face au payement annuel additionnel qui devra se faire pour remplir la compensation accordée par le parlement pour l'abolition de l'esclavage dans les domaines britanniques.

Je regrette profondément que l'agriculture reste toujours dans un état de grande souffrance.

Je recommande à votre considération, de voir s'il ne serait pas en votre pouvoir, après avoir pourvu aux besoins du service public, et pour maintenir mieux le crédit public, de trouver un moyen pour mitiger le poids des charges locales qui pèsent sur les propriétaires fonciers, et pour les diviser plus également sur les autres propriétaires.

Mylords et messieurs,—Les informations que j'ai reçues des gouverneurs de mes colonies, ainsi que les actes passés en exécution de la loi pour l'abolition de l'esclavage, vous seront communiqués.

C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai vu le concours général des législatures coloniales, pour effectuer cette mesure importante, et malgré les difficultés inséparables de ce sujet, je ne vois aucune raison qui puisse détruire mes espérances sincères de la réussite favorable de cette affaire.

Dans toutes ces circonstances, soyez assuré de mon désir ardent et de mes efforts continuels, pour réaliser pleinement les intentions bienveillantes du gouvernement.

Il y a plusieurs objets importans, dont quelques uns ont déjà subi une discussion partielle dans le parlement, et dont le réglement, à une époque aussi prochaine que le permettra leur mure considération, sera d'un grand avantage pour les intérêts publics.

Parmi les points les plus pressans, se trouvent l'état des dîmes en Irlande et le moyen de les régler avec justice et stabilité.

On proposera à votre considération des mesures qui auront pour objet de promouvoir le changement des dîmes en Angleterre et dans les Galles, d'améliorer notre jurisprudence civile et l'administration de la justice dans les causes ecclésiastiques, de prendre des mesures pour le maintien plus solide de la discipline ecclésiastique et pour relever ceux qui sont séparés des doctrines et de la discipline de l'église, de la nécessité de célébrer les cérémonies de leur mariage d'après les rites.

Je n'ai pas encore reçu le rapport des commissaires nommés pour s'enquerir de l'état des corporations municipales, mais j'ai raison de croire qu'il sera fait et que je pourrai vous le communiquer avant longtemps.

J'ai nommé une commission pour examiner l'état des divers diocèses en Angleterre, et dans les Galles, par rapport aux montans de leurs revenus, et pour une distribution plus égale des droits épiscopaux ; l'etat des diverses cathedrales et églises collégiales, dans la vue de suggérer telles mesures qui peuvent être le plus propres à donner de l'influence à l'église établie, et pour aviser au meilleur moyen de pourvoir au soin des âmes et à la résidence du clergé dans leurs bénéfices respectifs.

L'objets pécial que j'ai en vue en nommant cettecommission, est d'étendre plus amplement les moyens du culte religieux, conformément aux règles de l'église établie, et d'assurer ses droits au respect et à amour de mon peuple.

Je crois devoir aussi appeller votre attention la plus prompte sur l'etat de l'église d'Ecosse, et sur les moyens de donner plus de facilités au culte religieux dpour les classes pauvres, dans cette partie du royaume-uni.

Il a été de mon devoir dans cette occasion, d'appeller votre considération sur les divers objets importants, liés à notre politique intérieure.

Je me repose entièrement sur votre bienveillante coopération, pour remplir toutes les mesures propres à éloigner les justes sujets de plainte, et à promouvoir la concorde et le bonheur de mes sujets.

Je suis persuadé que ce sera votre but commun, en suppléant à ce qui peut être défectueux, ou en innovant ce qui peut manquer, de donner de la force aux institutions politiques et ecclésiastiques qui sont l'héritage et le droit de naissance de mon peuple, et qui parmi toutes les vicissitudes des affaires publiques, ont toujours été reconnues, avec le secours du Dieu tout-puissant, les garanties les plus sûres de ses droits, de sa religion, et de sa liberté.

Sa majesté se retira alors, et le salut royal annonça son départ, à la foule qui, comme à son arrivée, se pressa sur son passage.

Lord Hardwicke proposa l'adresse ordinaire, qui n'était, comme de coutume, qu'un écho du discours ; il fut secondé par le vicomte Gage, dans la chambre des lords.

Lord Melbourne se leva pour s'opposer à cette adresse ; il se plaignit du manque de clarté du discours du roi, et accusa le duc de Wellington de la dissolution du ministère. Le duc se leva alors, expliqua les motifs de la conduite du roi. Il fit voir qu'il avait été étranger à toute intrigue.—Lord Melbourne proposa un amendement à l'adresse, mais il fut rejetté sans division. L'adresse originale fut envoyée au roi le 28 février, et sa majesté répondit ainsi :

Je remercie vos seigneuries pour votre adresse loyale et respectueuse ; je reçois avec la plus grande satisfaction vos assurances d'une coopération cordiale avec moi dans l'adoption des mesures qui sont propres à avancer le bonheur et la concorde de mes sujets.

Dans la chambre des communes, lord Sandon se leva pour proposer l'adresse accoutumée, après quelques remarques sur son attachement aux principes de réforme, il dit qu'il n'avait aucune confiance en l'administration de lord Melbourne et que, par conséquent, il s'inquiétait peu des raisons qui l'avaient fait disoudre. Il dit que, le ministère actuel devait agir d'après les principes de lord Grey et qu'il pensait que ce ministère avait la confiance de tous les états puissans d'Europe. Il s'étendit sur les principes à suivre par rapport à la réforme et finit par proposer une adresse qui n'était qu'une répétition du discours.

Lord Morpeth se leva alors, et après un discours très long, proposa l'amendement suivant. Il dit qu'il désirerait qu'après ces mots d'un des derniers paragraphes : « pour avancer la concorde et le bonheur de mes sujets, » on insérât ceux-ci : « qu'on assurait sa majesté que ses loyales communes, se rappellent avec un souvenir reconnaissant, que les actes pour amender la représentation du peuple étaient soumis au parlement avec la sanction de sa majesté, et passés en loi par le consentement de sa majesté, que s'attendant avec confiance à retirer de plus grands avantantages de ces mesures sages et nécessaires, elles pensent que les conseils de sa majesté seront dirigés dans un esprit de réforme effective et bien considérée, et que la politique libérale et étendue qui rendait au peuple le droit de choisir ses représentans, et qui pourvoyait à l'émancipation de toutes les personnes détenues dans l'esclavage dans les domaines de sa majesté, mettrait sans délai, avec les mêmes grandes vues, nos corporations municipales sous le vigilant contrôle du peuple, éloignerait tous les griefs non fondés des protestens séparés et corrigerait les abus qui nuisent à l'efficacité de l'église en Angleterre, troublent la paix de la société en Irlande et dégradent le caractère de l'église dans ces deux pays. Il demanda de plus qu'on représentât à sa majesté que les communes ne pouvaient que regretter que les progrès de ces mesures et de la réforme en général eussent été interrompus et mis en danger par une dissolution qui n'était point nécessaire, d'un parlement qui s'occupait avec ardeur des fins pour les quelles le peuple avait la plus grande anxiété et les plus vifs désirs.

De longs débats eurent lieu à ce sujet. Beaucoup de membres y prirent part, entr'autres sir R. Peel et lord John Russell. la chambre s'ajourna à minuit et le lendemain l'amendement passa à une majorité de *sept seulement*.

AFFAIRES DU CANADA.

Le 9 mars M. Roebuck présenta à la chambre une pétition de membres de la chambre du Canada et du conseil legislatif. Cette pétition fut lue au consentement de sir Robert Peel. M. Roebuck entra dans le détail des articles de cette pétition et des plaintes de la convention de Montréal.

Sir Robert Peel lui répondit avec force et énergie, et finit par declarer que le gouvernement avait résolu d'envoyer au Canada un commissaire, avec plein pouvoir de décider les questions en litige. La pétition fut alors mise de côté.

Sa majesté à répondu à l'adresse de la chambre des communes :—

« Je vous remercie sincèrement pour l'assurance que vous m'avez donnée, dans cette loyale et respectueuse adresse de votre disposition à coopérer avec moi, dans les améliorations, avec la vue de maintenir nos institutions de l'église et de l'état.»

« J'apprends avec regrèt que vous ne concourrez pas avec moi, quant à la politique de l'appel que j'ai cru devoir faire dernièrement aux sentimens de mon peuple.»

« Je n'ai jamais exercé et n'exercerai jamais aucune des prérogatives qui m'appartiennent, que pour promouvoir la grande fin pour laquelle elles me sont confiées : le bien public : et je suis amplement persuadé qu'aucune mesure tendant au bien public, ne sera mise en danger ou arrêtée dans ses progrès, par l'occasion que j'ai donnée à mes loyaux et bons sujets, d'exprimer leur opinion, par le choix de leurs représentans en parlement.»

Sir R. Peel proposa alors que les remercimensde l'assemblée soient présentés à sa majesté, pour sa très-gracieuse réponse.

M. Grote a donné avis que le 2 avril, il ferait motion pour passer un bill, aux fins d'ordonner que les votes pour l'élection des membres du parlement, se donnent par *ballot*. Cet avis a été vivement applaudi.

FRANCE.

Le ministère Français est dissous de nouveau. On ignore encore quels seront les nouveaux ministres. Quelques journaux parlent de M. Dupin comme premier ministre futur, d'autres élèvent à ce poste les maréchaux Soult et Gérard, ou le général Sebastiani. Le *Constitutionnel* dit que ce sera M. Mole qui l'occupera. Tout ce qu'il y a de sur, c'est que les généraux Soult et Sebastiani ont été mandés à Paris, et s'y sont immédiatement rendus. On pense que si le maréchal Soult ou M. Mole étaient au ministère, l'amnistie serait immédiatement accordée.

Le dernier paquebot parti du Havre, avait apporté des nouvelles qui donnaient à croire que le bill d'indemnité pour les Etats-Unis, allait être passé promptement. Mais les derniers avis reçus par la voie d'Angleterre, annoncent que le changement de ministère pourra bien apporter des délais à cette mesure. Une ordonnance royale a nommé M. Demousseaux assistant commissaire pour la discussion du traité Américain. Le comité de la chambre des députés, chargé de cette affaire, s'en occupe activement. Chaque membre s'est chargé d'une question spéciale, et tous doivent à la fin remettre leurs travaux respectifs à M. Dumon, qui en fera rapport à la chambre. On ne pense pas que cela puisse avoir lieu avant le milieu de mars.

Le *Moniteur* de Paris, dit que l'on doute fort que les chambres veuillent, au cas où le bill passerait, accorder les trois millions d'intérêts reclamés, outre le capital, par les Etats-Unis.

LETTRES DE MARQUE.

L'*Armoricain*, journal de Brest, publie l'article suivant dans son No. du 24 février.

Diverses applications ont été envoyées, de notre département au ministère, pour des lettres de marque. Le ministère de la marine a répondu à une de ces applications, que dans l'incertitude qui existait sur l'issue des différens avec l'Amérique, il ne pouvait accorder présentement ces demandes, mais qu'il en prendrait note et y aurait égard, si l'occasion se présentait.

Le contre amiral Duperret est nommé commandant en chef de l'escadre qui doit occuper la station du Brésil et de l'Amérique du sud.

ESPAGNE.

Des lettres de Madrid, en date du 1er mars, rapportent l'arrivée du général Valdez dans la capitale et son entrée au ministère de la guerre. Le ministère paraît ferme. Des différens se sont élevés entre la reine et don Francisco de Paula, dont le nom ainsi que celui de quelques procurateurs a été rayé par ordre de la reine, de la liste d'un ball donné par le comté Torrenno. Le prince a demandé des papiers pour l'aris. Les nouvelles du nord de l'Espagne ne contiennent rien d'important, les Carlistes sont toujours occupés à attaquer Elisondo.

PORTUGAL.

Un changement partiel a eu lieu dans le ministère portugais. Le duc de Palmella est maintenant sécrétaire des affaires étrangères, en remplacement du comte de Villareal, qui a passé au ministère de la marine, et M. Freire est nommé ministre de l'intérieur, à la place de l'évêque de Coimbra destitué. On attend beaucoup de ce nouveau ministère.

ALLEMAGNE.

Une émeute considérable a eu lieu à Cassel. La populace s'était assemblée pour s'opposer à une réunion des membres d'une nouvelle secte religieuse, connue sous le nom de piétistes, qui devait avoir lieu chez un ministre de l'endroit. La foule était immense, et commençait à attaquer la maison avec des pierres, en criant " à bas les mystiques ! pendez-les ! ! " Heureusement la police est survenue en force, et aidée de la garde civile, est parvenue à disperser l'émeute.

AUTRICHE.

L'empereur d'Autriche est mort subitement, à Vienne, le 3 mars, à une heure du matin. Il était âgé de 67 ans, et était empereur depuis 1804. Son successeur est son fils Ferdinand, âgé maintenant de 42 ans. On pense que cet évènement changera beaucoup la politique de l'empire, vu que l'empereur actuel a une aversion très prononcée contre le prince de Metternich.

SUISSE.

Les nouvelles des Cantons Suisses nous apprennent que ce pays, toujours si tranquille, depuis des années est maintenant en proie à des querelles violentes avec leurs voisins Allemands. Les troupes sont sur les frontières, et tout annonce une guerre prochaine.

TURQUIE ET ÉGYPTE.

Les différens de ces deux puissances se compliquent de jour en jour, et leur attitude devient plus menaçante. Mehémet Ali n'a pas payé les tributs arriérés, ce qui a augmenté l'animosité. Le sultan semble chercher un prétexte de rupture ; il fait de grands préparatifs de guerre et augmente ses forces en Asie. De grands troubles ont eu lieu à Jérusalem. Ibrahim s'est, dit-on, sauvé à Alexandrie, près de Mehémet, son père.

SUÈDE.

Le roi de Suède a été dangéreusement malade de douleurs spasmodiques ; mais il est entièrement rétabli.

TEMPETE HORRIBLE.

Une affreuse tempête a eu lieu à Liverpool, dans la nuit de 22 février. Plusieurs maisons ont été renversées ; une immense quantité de cheminées a été jetée a terre, et des arbres sans nombre ont été déracinés. Mais c'est surtout sur la côte que les ravages de l'ouragan ont été désastreux. Le ship Norah a été perdu et le capitaine a péri avec 14 hommes d'équipage, un seul s'étant sauvé. Un autre bâtiment a été coulé et le capitaine a péri avec 4 hommes. Huit ou dix bâtimens ont été plus ou moins endommagées et jetés sur les côtes. Jamais, peut-être, on n'avait vu une tempête aussi violente.

AFFAIRES DU CANADA.

Mr. Roebuck se leva, mais l'honorable membre s'exprima d'un ton de voix si bas, que l'on ne put comprendre qu'une partie de ses observations. Il dit que la pétition qu'il avait l'honneur de présenter, venait de certains membres du conseil législatif et de la chambre d'assemblée du Bas Canada, se plaignant de griefs ; que cette pétition était d'une très grande importance ; qu'il ne voulait pas tenir secret le fait que si on ne prêtait pas une attention immédiate à leur appel pour une réforme, les pétitionnaires avaient dessein d'adopter des moyens violents afin d'obtenir justice. Qu'il était convaincu que dans tous ses procédés, soit à l'égard de son propre gouvernement, soit concernant les questions à être jugées entre lui et ce pays, le peuple du Canada a montré clairement qu'il possédait un caractère vraiment anglais. Qu'il ne convenait pas de lui supposer des desseins factieux ou républicains, ou de l'accuser de

voir [illegible] objets en vue, parce qu'il réclame un [illegible] entier sur ses propres revenus. Ce principe, quoique longtemps combattu ici et opposé là bas, par le gouverneur, a été enfin admis de toutes parts; une telle admission ayant été faite, le principe ayant été établi, n'était-il pas juste qu'il fût mis à effet sans opposition. Il se plaignit que dans un pays dont la majeure partie de la population se composait des catholiques romains, la population étant de 500,000 et les membres de l'église établie de pas plus de 60,000, la majorité, sous de telles circonstances, était non seulement taxée pour supporter l'église de la minorité, mais encore que les propriétés catholiques, telles que celles des Jésuites et autres avaient été détournées de leur destination primitive—le collège des Jésuites avait été converti en casernes, et ses revenus appropriés au support de l'église établie. Au soutien de ces faits, il était prêt à fournir les preuves les plus satisfaisantes. C'était une partie de la système qui tendait à conserver une religion d'état à l'encontre de l'opinion publique—système si choquant pour les dissidents en Angleterre et les catholiques d'Irlande. Le Canada n'était pas comme l'Irlande entouré par la mer et facilement cerné par une force navale; au contraire il avait près de lui treize millions de républicains remplis d'enthousiasme, ennemis du principe de tels établissements d'église, (church establishments) et prêts à rejetter avec mépris toute tentative qui pourrait être faite tendante à mettre en avant un pareil principe. Et quant à lui il oserait dire que si l'on tentait de persister à mettre en force un *mode aussi vicieux*, le plutôt le Canada secouera il le joug, le meilleur ce serait. Ensuite, il continua à montrer, jusqu'à quel point les terres non appropriées en Canada pourraient être employées à supporter les dépenses nécessaires du gouvernement; et pour exemple, il cita les avantages que les Etats Unis retiraient d'une pareille application de fonds semblables: il demanderait pourquoi on refuserait au Canada le droit de profiter des mêmes avantages? En 1778 le droit du Canada au contrôle et à l'appropriation de ses revenus fut admis, et il eut promesse que les fonds casuels et territoriaux seraient aussi mis à sa disposition. Il s'appliqua ensuite à faire voir les disputes qu'on s'était plu à entretenir constamment entre ce pays et le Canada, et la haine que là on porte aux autorités locales, en conséquence de leurs efforts continuels pour gouverner d'après un mode contraire aux désirs du peuple. Il cita un passage d'un des discours de Burke, pour montrer que ce n'était pas telle ou telle théorie de gouvernement qui doit guider; que la meilleure était celle qui donnait le plus de satisfaction au peuple. Quant au Canada le temps était actuellement venu qu'il fallait s'occuper de ses affaires, quelques fussent les personnes à la tête du gouvernement; car il pourrait peut-être être trop tard, si l'on attendait que les choses fassent plus de progrès.

M. Spring Rice se leva et dit qu'il avait quelques observations à faire sur ce sujet important; qu'il était parfaitement d'accord qu'on devait traiter cette question avec impartialité, mais qu'il ne pouvait concevoir qu'un membre du parlement osât avancer que les Canadiens seraient justifiables à se révolter, si on refusait quelques unes de leurs demandes. Il n'était pas juste d'en appeller à la crainte des communes, tandis qu'on savait que l'appel à sa sympathie ne serait pas infructueux. M. Rice ensuite s'étendit sur les travaux de son administration, et justifia sa conduite en expliquant les actes du comité de 1834. M. Roebuck avait aidé lui-même à faire le rapport de ce comité. Le rapport du comité prouvait que le département colonial s'était montré très empressé à s'occuper des intérêts du Canada. Le rapport de ce comité avait été fait sur les témoignages des représentans du parti Canadien. (Applaudissemens.) M. Rice entra alors dans quelques détails des derniers actes de son administration qu'il expliqua clairement et au milieu des applaudissemens, et enfin finit par dire à M. Roebuck qu'il s'y prenait bien mal pour défendre les intérêts des Canadiens, dont il se disait l'ami, et l'avertit qu'il ferait mieux de s'abstenir de son langage menaçant.

Lord Stanley prit alors la parole. Il dit qu'après les explications données par M. Rice, il était très inutile de défendre son administration; que quant aux attaques personelles, il les méprisait. Quant aux faits les voici: deux messieurs étaient venus en Angleterre, députés par la chambre d'assemblée avec 92 griefs ou bills d'accusations. Sur les 92, le comité nommé pour les examiner, n'en avait pas trouvé un seul vrai. M. Roebuck lui-même le savait, et en avait été témoin.

M. Robinson dit qu'il espérait qu'à l'avenir les Canadiens choisiraient un avocat plus modéré et moins emporté que M. Roebuck. Il se plaignit de l'inconvenance du discours de l'honorable membre de Bath, et de ce que, dans un pamphlet qu'il avait publié, il engageait les Canadiens à se servir des armes. M. Roebuck essaya de défendre ses expressions, mais M. Robinson lui prouva par sa défense même que le fait était vrai. Il parla ensuite de l'adresse grossière de M. Papineau, et de l'épithète d'*Escroc* (*Swindler*) dont ce chef de parti s'était servi à son égard, sans le connaitre et simplement parce qu'il était gouverneur d'une compagnie qui n'avait pas le bonheur de plaire à M. Papineau. La chambre parut indignée de cette grossièreté. En terminant, il pensait que la chambre ne dévait pas permettre qu'on se servît plus longtemps d'expressions aussi inconvenantes que celles dont M. Roebuck avait fait usage, et il était persuadé que, tant que la discussion ne serait pas plus modérée, il serait impossible de la terminer.

Sir Robert Peel se leva alors et s'exprima ainsi: Qu'il me soit permis d'assurer l'honorable membre qui vient de parler, et toute la chambre en général, que c'est précisément parce que je désire agir d'après l'avis qu'il vient de me donner, et parce que je désire envisager le sujet sans préventions et dépouillé des difficultés dont on s'efforce de l'entourer, que je me lève pour prier qu'on cesse une discussion qui, dans mon humble opinion, n'est propre ni à amener la fin des difficultés qui se sont malheureusement élevées entre les colonies du Canada et le gouvernement britannique, ni à placer la question sous un point de vue qui la rende plus intelligible ou moins compliquée, aux yeux [illegible] moins connus. Je désire, messieurs, que ces débats ne continuent point; mais si la chambre ne désirait point les voir terminer ici, j'ose me flatter qu'il continuerait sans aucune allusion à M. Papineau et à ses actions, au parti Canadien comme opposé au parti Anglais; enfin, sans aucune allusion à ces lieux communs dont il a plu à l'honorable membre pour Bath de surcharger son discours. Je suis, cependant, enclin à croire que la marche que le gouvernement de sa majesté a résolu de suivre à ce sujet, et que je suis sur le point d'énoncer ici, sera une raison conclusive pour faire adopter à tous l'avis de l'honorable membre pour Worcester, et pour faire, dans tous les cas, terminer cette discussion. Cependant, avant que j'en vienne à expliquer les intentions du gouvernement, on me permettra de dire quelques mots en réponse à une observation de l'honorable et savant membre pour Bath. En parlant du délai considérable apporté dans l'arrangement des affaires en discussion, l'honorable et savant membre a dit qu'il attribuait ce retard aux changemens fréquens qui avaient eu lieu dans les bureaux du secrétaire colonial, depuis quelques années, et il a fini par recommander qu'on créât, pour la direction des affaires coloniales, une charge fixe et qui ne soit point soumise aux changemens d'administration. Je n'hésite point à dire qu'un pareil remède ne peut-être adopté. (Ecoutez.) L'exécutif doit, c'est évident, être responsable du maniement des hautes affaires qui sont du ressort du département colonial. Maintenant, comment l'exécutif pourrait-il encourir cette responsabilité, s'il avait à la tête de ce département, un officier entièrement indépendant de son contrôle, et sans aucune responsabilité vis-à-vis de lui, pour tous les actes qu'il pourrait faire dans le maniement de ses affaires. (Ecoutez, écoutez!) Un tel arrangement ne serait satisfaisant pour aucune des parties concernées dans les affaires coloniales, et quelques grands que puissent être les inconvéniens provenant des changemens fréquens dans les bureaux du secrétariat des colonies, je suis prêt à soutenir que le remède proposé serait loin d'être une amélioration. Je crois que je puis, cependant, assurer à l'hon. membre, que dans tous les cas, le changement récemment opéré dans l'administration coloniale n'a point fait tort à la considération de la question actuelle et ne lui en fera point. Je suis prêt, de la part de mon noble ami le secrétaire d'état pour les colonies, à donner à l'honble membre toutes les assurances qu'il peut désirer, (écoutez! écoutez!) lorsque lord Aberdeen fut nommé à cette charge, il trouva la question Canadienne précisément dans le même état où elle avait été laissée par le comité qui siégea en 1830. Le très honorable gentleman vis-à-vis, a dit que lorsqu'il avait été rétiré de sa charge, il était sur le point de proposer à ses collègues en charge, certains principes sur les quels on pourrait baser la fin de ces différens. Je crois que c'était là le cas. Mais comme l'a dit le très honorable gentilhomme, aucun de ces papiers ne resta dans le bureau colonial. Pour ma part, et je puis en dire autant de la part de mon noble ami, je désirerais beaucoup que ces notes fussent en notre possession, parce que, outre l'occasion que cela nous aurait donnée de témoigner notre respect pour les opinions du très honorable gentilhomme, cela n'aurait pu que nous être d'une utilité réelle dans la tâche que nous avions à remplir. (Ecoutez, écoutez, écoutez.) les motifs du T. H. gentilhomme pour emporter avec lui tous les documens qu'il avait préparés à ce sujet, ne sont point équivoques; c'était pour que son successeur ne fût point embarrassé par les vues d'un autre, pour former son opinion; mais, tout disposé que je suis à reconnaitre tout ce qu'une pareille conduite a de louable, je ne puis m'empêcher de regretter que lord Aberdeen n'ait pas été mis en possession de ses papiers. Cependant, malgré les changemens récens opérés dans le gouvernement, malgré la difficulté des devoirs qui lui sont dévolus aussitôt qu'il est entré au bureau colonial, je suis heureux de dire que déjà des mesures ont été prises pour assurer la décision de ces différens. (Ecoutez, écoutez!) Lorsque nous entrâmes en charge nous sentimes que cette question demandait une considération immédiate, et nous fîmes, en conséquence, savoir aux autorités coloniales que nous étions determinés à régler promptement les affaires. Dans ce dessein, nous autorisâmes lord Aylmer à leur faire savoir que sa majesté s'était décidée à envoyer en Canada un représentant dépouillé de toute liaison avec la politique locale, sans aucuns préjugés locaux, et totalement étranger aux affaires canadiennes, lequel représentant pourrait se former sur les lieux une idée complète des affaires, et, se trouvant en possession de toutes les opinions et intentions du gouvernement de la métropole sur les diverses matières en discussion, pourrait faire le rapport le plus satisfaisant sur la meilleure manière de terminer ces différens. (Ecoutez!) Voila la marche que nous nous proposons de suivre. (Ecoutez.) Nous éprouvons les plus grandes difficultés à terminer les affaires par des correspondances. Il peut y avoir des mésentendus sur quelques points, de fausses idées sur d'autres, et la distance qui nous sépare du Canada rendant les éclaircissemens de ces mésentendus et fausses données très difficiles et d'une nature très fatiguante, nous avons, après mure délibération, résolu d'envoyer en Canada une personne en pleine possession de nos intentions, sur les diverses matières à traiter, et de lui donner plein pouvoir d'entrer en pourparler définitif sur ces sujets, avec les autorités du Canada. Notre intention finale est, d'après le rapport qui nous sera fait du véritable état de choses, d'éloigner ce qui est réellement nuisible et de proposer pour le remplacer les mesures que nous croirons s'accorder avec la justice que chaque partie a droit d'attendre et avec la saine politique, quant aux intérêts généraux de la colonie. (Applaudissemens.)

Dans ces circonstances, je crois que la chambre trouvera que je prends la marche la plus prudente, en m'abstenant d'entrer plus avant dans ce sujet pour le moment, et j'espère aussi qu'elle sera d'accord avec moi penser que les mesures adoptées par le gouvernement de sa majesté sont les plus propres à amener les choses à une fin amicale. (Ecoutez). Nous n'avons pas l'intention de mépriser les pétitions de la population canadienne, mais nous voulons en appeler à leurs sentimens de raison et de justice, et nous sommes amplement persuadés que notre appel aura un plein succès. Nous donnerons à leurs plaintes toute la considération qu'elles méritent; mais je dois dire clairement aussi que nous ne prétendons introduire aucun principe nouveau de gouvernement dans les colonies. (Ecoutez, écoutez). Notre objet est de voir de quoi se plaint le peuple canadien, et jusqu'à quel point ses plaintes sont fondées en justice; si nous trouvons qu'elles n'aient pas fondé en justice, nous nous efforcerons de mettre un terme à l'agitation actuelle. Mais si, au contraire, nous les trouvons fondées en justice, nous nous appliquerons en esprit de conciliation, et sans égard aux épithètes insultantes dont on nous a accablés d'avance, à faire disparaitre entièrement et pour toujours tout sujet de plainte. (Applaudissemens bruyans). Ayant ainsi clairement établi quelle est la marche que nous avons résolu de suivre, par rapport à cette question, je demande à la chambre de vouloir bien croire que je n'occuperai son attention par aucun commentaire sur les nombreuses et inopportunes digressions de l'honorable membre pour Bath. Le sentiment de la justice me force cependant à dire un mot en faveur de la conduite de l'honorable membre pour le nord de Lancashire, dont la réputation a été si injustement attaquée par le membre qui a commencé cette discussion. Messieurs, je ne crois pas que jamais la conduite d'aucun ministre en ce pays, ou d'aucun homme public, ministre ou autre, ait été soumise à aucune épreuve plus sévère que celle du noble lord dont je veux parler. Je dis plus, je ne crois pas qu'un homme puisse se tirer d'une pareille épreuve avec plus d'honneur pour son caractère, que ne l'a fait le noble lord. (Applaudissemens). Tandis qu'il était ministre de la couronne, ce noble lord se présenta devant un comité de la chambre des communes. Comité choisi indistinctément, dans lequel on remarquait plusieurs membres opposés à la politique du gouvernement dont il faisait partie; comité qui représentait aussi fidèlement les opinions de la chambre, qu'il était possible de le faire; qui représentait les intérêts du parti Canadien, aussi bien que ceux du parti breton en Canada; ce fut devant un semblable comité que le noble lord se présenta; et lui donnant tous les documens privés et publics, relatifs au Canada, que contenait son bureau, il lui laissa à juger si les plaintes portées contre lui étaient fondées en justice ou non. (Applaudissemens). Messieurs, je le répète, je ne connais pas d'exemple d'un ministre qui ait pris de pareils moyens de se laver d'une accusation, et moins encore de ministre qui, après avoir pris une telle marche, ait passé par des épreuves aussi honorables pour lui et pour son caractère, que l'a fait le noble lord. (Grands applaudissemens). Autant donc qu'il s'agit de l'accusation portée par l'honorable membre pour Bath, je crois que le noble lord gardera mieux sa dignité en la traitant avec le silence de l'indignation, ou plutôt d'un profond mépris (Ecoutez écoutez). Je cesserais ici d'occuper l'attention de la chambre, si je ne me rappelais un autre point du discours de M. Roebuck que je ne crois pas devoir passer sous silence. L'honorable membre pour Bath a jugé à propos de nous menacer, que si tout ce que les Canadiens demandent ne leur était pas accordé, ils étaient déterminés à se révolter. Ce sont là je crois les expressions de l'honorable et savant membre. (Rires). Il a aussi entrepris de nous prouver que 13 millions d'habitans des Etats-Unis d'Amérique, pays avec lequel la Grande-Bretagne est maintenant en parfaite amitié, pays avec lequel la Grande-Bretagne échange presque tous les jours les expressions des sentimens de la plus grande harmonie, pays avec lequel la Grande-Bretagne a à peine le moindre sujet de différent, les anciennes jalousies étant disparues maintenant, et chacune des deux nations étant persuadée que la prospérité de l'une influe sur celle de l'autre, et désirant que la paix, la tranquillité et le bon ordre fleurissent chez l'une et l'autre; dans un tel état de choses, messieurs, l'honorable membre pense convenable de nous declarer que, si une révolte survenait en Canada, les Etats-Unis entiers sont prêts à se mêler de nos querelles et se à joindre aux rébelles Canadiens. Maintenant, messieurs, je ne ferai pas aux Etats-Unis l'injustice de croire, même pour un moment, qu'ils ont, en aucune manière, autorisé M. Roebuck à faire une semblable déclaration dans l'enceinte de la chambre des communes. (Grands applaudissemens et rires immodérés). J'ai une trop haute opinion de leur justice et de leur intégrité. Mais lors même que je n'aurais pas cette opinion, je les crois trop adroits, trop sensés et trop discrêts pour pouvoir croire qu'ils auraient choisi pour leur représentant dans cette chambre, l'honorable membre qui s'est présenté comme tel (Rires et applaudissemens).

Quant à cette déclaration des sentimens des Canadiens, j'ai aussi un mot à dire. Je crois, messieurs, qu'il vaut mieux pour moi, au lieu d'être exaspéré par le langage qu'il a plu à l'honorable et savant membre de mettre dans la bouche des Canadiens, dont il se dit le représentant, et au lieu de me conduire comme lui, en lui rendant des paroles dures, et des expressions inconvenantes, dire simplement et dans un langage uni, que je me flatte que ce monsieur n'était nullement autorisé par le parti canadien à dire à la chambre des communes britanniques que, si les Canadiens n'obtenaient pas tout ce qu'ils désirent, ils se révolteraient, (Grands applaudissemens). En vérité, messieurs, quelque dure que soit l'alternative, j'aimerais mieux croire que pour le moment, (je dis pour le moment), la sagesse et la prudence pour lesquelles l'hon. membre est si renommé, l'ont abandonné, plutôt que de supposer qu'il nous a donné une idée correcte des intentions de ceux qu'il s'est plu à nommer ses constituans (Rires). D'un autre côté, s'il arrivait que son exposé fut correct, s'il était vrai que le peuple canadien, ou une partie de ce peuple eût chargé l'honorable membre d'agir ici comme leur ministre de la guerre et de déclarer au gouvernement britannique que, si on ne lui accorde pas toutes ses demandes il se révoltera, moi, comme ministre du gouvernement britannique, j'irai à leur rencontre, non avec des déclarations semblables d'hostilités, mais leur offrant une main amicale et pacifique, je leur dirai: quoique nous voulions vous rendre justice, quoique nous tirions de vos menaces une nouvelle source de forces; quoique par vos menaces vous nous donniez de nouveaux moyens d'élever l'opinion publique en notre faveur. Malgré que, par vos accusations injustes, qui à la fin retomberont sur vous, et nous donneraient la force de négliger vos besoins, vous nous donniez une nouvelle conviction de votre injustice et de votre immodération, nous sommes determinés à ne point nous écarter de la route que nous avons adoptée; nous sommes déterminés à éloigner tout sujet raisonnable de plainte, pour vous ôter même la prétention de dire que les sujets coloniaux de sa Majesté ne trouvent pas dans le gouvernement britannique, la considération et l'attention aux quelles ils ont droit de prétendre. (L'honorable Baronnet retourna à son siège au milieu d'immenses applaudissemens.)

M. Hume se leva, et accusa l'honorable membre pour Worcester d'avoir traité la question avec son mépris ordinaire pour les faits. (Cris de oh! oh!) La chambre ignorait peut-être que le parti de M. Papineau formait les 10 11e de la population du Canada, si l'on en jugeait par les membres de la chambre. Le point essentiel était de savoir si les Canadiens étaient contens. Il était constant que la discorde régnait entre le gouvernement et le peuple. Il se plaignit du grand nombre de bills rejetés par le conseil législatif du Bas-Canada. Le peuple du Canada était, selon lui, dans la même position que le peuple d'Angleterre avant le bill de réforme. Les Canadiens avaient déjà pétitionné auprès de cette chambre, qui avait nommé des comités pour examiner leurs affaires; mais les recommandations de ces comités avaient été sans fruit, et les mêmes abus existaient. M. Hume parla au long de la compagnie des terres, et dit, qu'il ne doutait pas qu'elle ne fit beaucoup de bien par l'introduction de ses fonds dans le pays, mais qu'il regrettait que les fonds provenant des ventes fussent employés à corrompre les membres de la législature. Il se plaignit de la composition du corps judiciaire, et de la nomination de M. Gale. Enfin, il parla encore du voisinage des Etats-Unis, et des dangers qu'ils ne se joignissent au Canada.

M. Labouchère dit qu'il espérait que lorsque le gouvernement avait dit qu'il n'entendait pas introduire de nouveaux principes en Canada, il n'avait pas voulu dire qu'il ne ferait aucun changement, car cela ne pourrait que perpétuer l'animosité actuelle. La constitution actuelle du Canada n'était qu'un essai. La pétition qui demandait le changement était signée de la grande majorité. L'honorable membre finit par demander si on s'en remettrait à la législature ou au gouverneur pour les plaintes du pays, et si la personne qu'on devait envoyer en Canada serait là en qualité de gouverneur.

M. le secrétaire Goulburn répliqua que l'individu que le gouvernement devait envoyer dans ce pays ne serait que commissaire, et il ajouta qu'il ne pouvait donner encore d'explication sur l'autre point.

M. Roebuck se leva encore et répliqua longuement, mais d'une voix presqu'inintelligible. Il défendit le langage dont il s'était servi et dit qu'il pensait que la circonstance le justifiait. Il avait exprimé ce qu'il croyait être la réalité. Il dit qu'il était mieux informé que le gouvernement. Qu'il souhaitait que ses prédictions ne soient jamais réalisées, mais qu'il croyait voir qu'elles était près de s'accomplir.

Sir Robert Peel dit que si le premier discours de M. Roebuck avait été aussi modéré que celui ci ou avait eu au moins une partie de cette modération, il n'aurait pas eu la peine de proférer une syllable d'invective ou de reproche. Il félicita l'hon. membre sur ce second discours qui semblait, dit il, bien plus sage, meilleur et plus tempéré que le premier.

En réponse à une question faite par M. Hume, Sir Robert Peel dit qu'on avait apporté toutes les précautions imaginables dans le choix de l'individu qu'on devait envoyer en Canada, et que tous les pouvoirs nécessaires lui seraient donnés pour terminer les querelles locales entre l'exécutif et la législature. Il dit aussi qu'on avait envoyé depuis six semaines en Canada un avis de cette nomination et du temps probable de l'arrivée du commissaire.

M. Labouchère démanda encore quelques explications, aux quelles sir R. Peel répondit qu'il croyait qu'il valait mieux garder le silence, jusqu'à ce qu'il fut permis d'expliquer les vues de sa majesté.

La pétition fut alors déposée sur la table.

L'AMI DU PEUPLE.

MONTRÉAL, 15 AVRIL, 1835.

Nous venons de recevoir des nouvelles plus récentes de trois jours que celles que nous avons déjà données. Elles ne contiennent rien de fort important.

Le ministère Peel parait ferme. Rien de décisif n'a été fait ni de part ni d'autre. Lord John Russel a donné avis qu'il avait une motion à faire sur l'état de l'église d'Irlande.

Le ministère Français n'est pas encore formé Louis Philippe parait être dans un grand embarras. Paris est très agité.

Le théâtre de la gaiété, à Paris, a été consumé par les flammes, pendant une répétition.

Une armée de 50 mille Espagnols est prête à entrer en campagne pour la Reine, aussitôt que la saison le permettra.

Nous avons enfin reçu des nouvelles de la métropole, et nous avons la satisfaction de voir que le parlement impérial s'est occupé de nos affaires. Le nouveau ministère, à peine établi, a jeté les yeux sur nos colonies et s'est empressé de chercher le moyen de rétablir le calme et la paix en Canada, et de mettre un terme aux querelles toujours renaissantes et plus compliquées de la législature élective avec l'exécutif. Il eut été bien malheureux pour notre pays que le ministère de sir Robert Peel eût succombé aux efforts de ses adversaires. De nouveaux changemens eussent infailliblement entrainé de nouveaux délais, et d'ailleurs aucun ministère n'est plus capable que celui-ci de régler nos différens. Fort heureusement pour nous, le ministère semble bien affermi dans son poste et laisse peu de chose à redouter pour sa stabilité. La *majorité qui* s'est trouvée contre lui dans la nomination de l'orateur et dans la question de l'amendement à l'adresse, est si peu de chose, après ce qu'avaient annoncé les radicaux, qu'elle est pour ces derniers une véritable defaite. Tous les efforts possibles et imaginables avaient été mis en œuvre par ce parti, pour former contre le ministère une majorité assez redoutable pour le forcer à la retraite; mais cette majorité s'est trouvée au faible nombre de dix, et encore a-t-elle immédiatement diminué sur la seconde question, et s'est elle trouvée réduite à sept. Depuis lors, les ministres ont eu la majorité sur bien des questions et sur plusieurs points importans, tels que celui de l'impôt sur la bierre, et diverses questions d'argent. Enfin l'on ne peut manquer de croire que ce ministère est ferme dans sa situation, surtout lorsque l'on se rappelle que des journaux radicaux disaient, au commencement des élections en Angleterre, que si la majorité n'était *que de cent* contre le ministère, elle ne serait point suffisante pour l'abattre.

Aussi, ce ministère s'est-il présenté aux chambres avec l'attitude la plus noble et la plus imposante, et s'est-il exprimé franchement sur ses vues, ses projets, et ses intentions. Nos limites ne nous permettent point d'entrer ici dans le détail de tout ce qui s'est passé à la chambre des communes, nous ne pouvons occuper aujourd'hui nos lecteurs des questions qui regardent la Grande-Bretagne ou des principes de politique générale; nous devons nous borner à ce qui nous touche de plus près, et offrir à nos lecteurs quelques réflexions au sujet des débats qui ont eu lieu dans la chambre des communes sur les affaires du Canada.

Depuis longtemps le pays entier désirait que la chambre des communes s'occupât de nos différens, et se plaignait de ce que le gouvernement ne prenait aucune mesure pour les terminer. Les *patriotes* ou *mécontens* attendaient beaucoup, disaient-ils, de l'impartialité de l'aréopage britannique, et de leur côté, les loyaux espéraient beaucoup de la justice de la métropole. Tous demandaient cette intervention nécessaire et avaient envoyé en Angleterre des pétitions pour la solliciter.

Une de ces pétitions, dont nous avons connu l'existence par hasard, et que nous avons publiée au grand dépit de ses auteurs, la pétition de la convention de Montréal, portée en Angleterre par le docteur Nelson et un M. Chapman, vient d'être présentée à la chambre des communes par l'agent extraordinaire de la chambre d'assemblée en Angleterre, M. Arthur Roebuck. Ce pauvre M. Roebuck! il est vraiment malheureux que le conseil lui ait rogné les 1150*l*. que la chambre lui avait si généreusement votés. Car en vérité, il en aurait eu bon besoin pour se consoler du ridicule dont il a été couvert aux yeux des communes et des déboires que lui a attirés cette mission. En conscience, il a fait son possible pour gagner cette rétribution, et il faut que nos conseillers aient le cœur dur, s'ils ne sont pas touchés de ses efforts.

En effet, voyez le s'escrimer à faire ressortir les divers griefs de la chambre d'assemblée contre l'administration coloniale! Voyez comme il répète à merveille toutes les leçons de M. Papineau! avec quel sérieux et quel applomb il vient annoncer à la chambre des communes que le Canada va se révolter et que les Etat-Unis vont se joindre à lui, pour déclarer la guerre à l'Angleterre! peu s'en faut qu'il ne menace la ville de Londres et les deux chambres de se voir bientôt assiégées par les flottes et les armées de M. Papineau. Il est vrai que ces singulières assertions, ces menaces bizarres n'ont pas eu tout l'effet qu'en attendait l'hon. membre pour bath, et qu'au lieu de porter la terreur dans les cœurs, elles ont mis sur toutes les lèvres les rires les plus sardoniques, mais n'importe; M. Roebuck a fait son devoir, il a rempli sa mission. Il a accusé publiquement le gouverneur etc. etc., et désormais il pourra écrire à la convention: Mes chers constituans: j'ai fait retentir vos plaintes au milieu de la chambre des communes, j'ai crié, j'ai tonné, et j'ai porté dans tous les esprits la conviction de ...... mon imprudence et mon ignorance des faits, songez à mes 1150*l*— Les railleries amères du premier ministre et les éclats de rire de toute la chambre ont un peu déconcerté le représentant du Canada et des Etats-Unis; car les journaux rapportent que lorsqu'il a parlé la seconde fois, sa voix était couverte et presqu'inintelligible. Cependant le représentant a repris courage et après quelques minutes de réflexion, il a déclaré à la chambre qu'elle avait grand tort de rire à ses depens, qu'il ne parlait point en l'air, qu'il était bien informé et qu'il en savait plus long que tous les ministres ensemble. Ce que c'est que la modestie! Ce que je vous ai annoncé n'est que trop vrai, a-t-il dit, et puissent mes prédictions ne pas se réaliser bientôt! après ce mouvement pathétique, l'émotion l'a suffoqué et A. Roebuck s'est assis, versant presque des pleurs à la vue des maux qui allaient fondre sur la Grande-Bretagne, si elle ne s'empressait pas de satisfaire M. Papineau. L'excellente âme!

Mais laisons là M. Roebuck et sa pétition. Venons en aux faits et aux mesures que le ministère a prises pour mettre un terme aux différens locaux. Le discours de Sir Robert Peel, aussi noble et aussi modéré que celui de son adversaire était emporté et violent, nous fait voir que le ministère s'était dès longtemps occupé de nos affaires, et que déjà il avait pris les moyens de les régler. Sir Robert Peel a pleinement justifié le ministre qui était naguères au bureau Colonial, et a clairement démontré combien étaient fausses et injustes les accusations si indignement portées contre un homme qui s'étoit justifié, les documents en main, devant un comité en grande partie composé de ses adversaires en politique, et n'a pas craint de dire en présence de M. Roebuck, que le mépris était la seule réponse à faire à ses accusations.

Ce qui nous importe le plus, c'est que le ministère a formellement declaré qu'il n'entendait aucunement changer les principes du gouvernement en Canada, et que tout disposé à éloigner les abus et les *griefs réels*, il était aussi fermement déterminé à rejetter les plaintes sans fondement et à réprimer une agitation inutile. Ceci est clair, ce nous *semble*, et doit d'avance persuader à nos amateurs du principe électif, *en tout et partout*, que leur désir de prédilection, le conseil législatif électif ne sera pas accordé. Quant aux griefs qui *peuvent exister réellement, nous espérons* qu'ils vont bientôt disparaître et que le pays jouira d'un état plus heureux encore. Nous espérons surtout qu'on mettra à la disposition de l'exécutif, une somme permanente pour payer ses officiers et défrayer ses dépenses annuelles, sans qu'il soit obligé d'avoir recours à une chambre toujours mal disposée et presque toujours insolente.

Sir Robert Peel a annoncé qu'on avait fait choix d'un homme qu'on allait envoyer en Canada, avec le titre de Commissaire et toutes les instructions nécessaires pour terminer les affaires de ce pays. Nous ignorons encore sur quelle personne est tombé ce choix, mais nous nous plaisons à espérer que ce sera sur une personne impartiale et dépouillée de tous prejugés, ainsi que l'a promis le ministre. Nous verrons avec beaucoup de plaisir un pareil homme se rendre sur les lieux et venir par lui même examiner le pays et voir jusqu'à quel point les plaintes des deux partis sont fondées. Il lui sera bien plus facile, étant au sein du Canada, de juger de la vérité, qu'il ne l'est aux ministres les mieux intentionnés de la connaitre à une distance de quinze cents lieues. Cette démarche prouve de la part du ministère actuel un grand désir de faire réélement le bien du pays et d'être juste à son égard.

Il est fort essentiel pour le parti loyal, que la personne chargée par l'Angleterre d'être l'arbitre de nos différens se rende sur les lieux; cela est nécessaire pour dissiper le préjugé que peut donner contre nous cette majorité apparente, que M. Hume a fait valoir dans la chambre des communes, majorité dont le prestige se dissipera promptement lorsque la personne chargée de la vérifier, se convaincra de la manière dont elle est obtenue; lorsqu'elle verra les patriotes courir de campagne en campagne pour endoctriner les personnes peu instruites, lorsque surtout elle pourra elle-même se persuader que la masse des habitans est parfaitement satisfaite et ne signe les pétitions que parce qu'on la trompe sur leur objet. Nous aimerions à voir ce commissaire parcourir incognito les campagnes, interroger les habitans, et s'informer par lui-même de ce qui leur est à charge; on verrait alors s'il serait disposé à faire rapport à l'Angleterre que ce pays est malheureux.

Quoiqu'il en soit, nous voyons avec plaisir, approcher l'époque où nous allons avoir une décision, et où nous obtiendrons enfin une intervention efficace de la métropole.

Le Conseil de Ville de Québec vient de donner au public un spectacle comique et ridicule, qui a prêté à rire de bon cœur aux concitoyens des dignes municipaux. La politesse n'est pas, à ce qu'il parait, du goût de tous les conseillers de ville, et l'exemple de leurs prédécesseurs ne leur apprenait pas à pratiquer cette vertu. Le conseil de ville s'était abstenu l'année précédente de rendre une visite au gouverneur, et ce devoir de politesse lui avait paru audessus de ses forces. Cette année, il s'est rencontré quelques membres plus polis et mieux faits aux usages du monde, qui ont voulu essayer d'engager leurs confrères à remplir cette formalité. Grande a été la chicane; au nom de politesse pour son excellence, les têtes républicaines se sont relevées avec fierté, et les héros de nouvelle fabrique ont dit: nous ne fléchirons point le genou devant le *tyran*. Quelques uns ont soufflé tout bas: *M. Papineau n'y va pas*. Enfin, après une mûre délibération, les membres rétifs se sont rendus aux raisonnemens des plus modérés, et à force d'efforts on est parvenu à les faire consentir à être polis, une fois au moins. Son excellence a donc été priée de vouloir bien désigner le jour et l'heure où elle serait disposée à recevoir le *loyal* conseil de ville. Mais voici bien une autre affaire: il parait que son excellence avait de son côté fait ses reflexions, et qu'elle avait mis à profit le temps des délibérations des conseillers.— Toujours est il que, dans la crainte sans doute de trop gêner la politesse des conseillers, ou pour leur apprendre à être polis sans reflexion, elle les a remerciés de leur visite, et les a priés de rester chez eux. Le compliment est bref, mais il était bien mérité, et son excellence se serait grandement oubliée, si elle eut consenti à recevoir des gens qui avaient fait de leur visite un sujet de délibération publique. C'est peut-être la première fois qu'on entend parler d'une bisarrerie pareille, et le gouverneur a très bien fait de donner une leçon aux conseillers à venir. On se figure sans peine le désappointement des conseillers, et la mortification de ceux qui avaient cru honorer beaucoup son excellence par leur visite; force leur fut d'avaler le pillule et de rengainer le compliment préparé. On dit que quelques uns d'eux avaient déjà composé des magnifiques phrases; que d'autres avaient fait des frais considérables chez les tailleurs et autres fournisseurs, et que tout cela se trouve maintenant superflu. Ils se proposent, dit-on, de s'en venger, et d'utiliser leurs préparatifs, dans un grand bal que donnera le maire ou quelqu'autre membre désappointé, et auquel son excellence ne sera pas invitée.

Rien n'est plus comique que les débats qui ont eu lieu dans le conseil après cette singulière aventure. M. le maire s'est étendu fort au long, dans un discours qui sentait un peu la pique, sur les raisons qui avaient engagé le dernier conseil de ville à être *grossier*, et qui avaient porté celui-ci à délibérer s'il serait poli ou non. Ce qui paraissait lui tenir plus à cœur, était que son excellence ne l'avait jamais invité à ses parties, ce qui, dit-il, était une insulte faite à la corporation, et au pays en général. Le gouverneur, dit M. Caron, a donné des bals et des diners, et je n'y étais pas! Cependant je suis susceptible de danser et manger comme un autre. C'est un affront pour le Canada. Le gouverneur invite de ces *vieillards malfaisans* du conseil, et laisse les *jeunes réformateurs*, les *flambaux du pays* chez eux; c'est un crime abominable. Enfin, M. Caron a semblé avoir ces diners singulièrement sur le cœur. C'est la première fois, peut-être, qu'on a vu avoir une pareille indigestion de diners auxquels on n'avait point assisté.

Messieurs les conseillers, ou du moins ceux qui avaient dabord partagé l'avis de M. le maire, sont parfaitement entrés dans sa colère et sont convenus avec lui qu'il était *affreux* que son excellence ne les invitât pas à diner. On aurait ce jour là pris le conseil pour une réunion de frères gastronomes. *Son excellence n'a vraiment pas* d'autre moyen de calmer les conseillers de la bonne ville de Québec, que de leur faire préparer un festin semblable aux noces de Gamache, et de les y inviter avec leur suite, clercs, officiers etc. car la rage des conseillers est devenue une rage famélique. Au surplus, les débats ont été très animés et fort longs, les conseillers, après avoir déblatéré à leur aise, se sont retirés pour aller diner *chez eux*, jurant dans leur âme que son excellence ne goûterait jamais de leur pot au feu.

Un journal de cette ville nous reproche d'avoir trompé le public, en disant que les Etats-Unis étaient taxés aussi haut que la France, et pour preuve de son avancé, l'éditeur fait ce calcul. Le revenu des Etats-Unis est de 22 millions qui, divisés entre 14 millions d'habitans, donnent une taxe de 1 dollar 60 cents par tête.

Notre savant confrère a pu dire la vérité en avançant que le revenu des Etats-Unis était de 22 millions seulement, s'il entendait parler des revenus du gouvernement *général*; mais il a oublié ou feint d'oublier que les Etats avaient, outre ce revenu général, le revenu particulier de chaque Etat. Que l'éditeur de la Minerve prenne la peine d'additionner ce revenu particulier avec le revenu général, et qu'il nous dise ensuite lequel de nous était dans l'erreur.

Une feuille patriote nous accuse d'avoir mal-à-propos employé l'expression de « laisser de côté, » en parlant de la pétition présentée par M. Roebuck. Nous croyons encore que cette expression était juste, puisque la chambre avait consenti à ne plus s'occuper de cette pétition, vu que le ministère avait pris des mesures à ce sujet, et vu surtout que le comité avait remis la décision de ces affaires au ministère. Cette discussion ayant été, sur la demande de sir Robert Peel, abandonnée par la chambre, nous croyons que l'expression, « *laid on the table*, » correspond parfaitement à mise de côté. »

En réponse à tout ce que dit un journal de cette ville, sur l'avantage qu'il y aurait à avoir un gouverneur pris dans le pays, nous lui demanderons simplement où et quand, on a vu des colonies, conquises par droit de guerre, avoir d'autres gouverneurs que des hommes envoyés par la métropole.

Un courrier a passé, samedi, dans notre ville, expédié de New-York, par le consul britannique, à son excellence lord Aylmer. Il était porteur de dépêches, arrivées à New-York par les derniers paquebots.

L'élection contestée de Toronto est terminée. M. Jarvis a abandonné la contestation, et M. Small garde son siège à la chambre.

Le corps de Jean Dubois, apprenti de M. Bronsdon, qui s'était noyé vendredi, a été retrouvé lundi, après la disparution de la glace, à quelques mètres de l'endroit où l'accident était arrivé. Le côté gauche portait l'empreinte d'un coup violent; on suppose que c'était un coup de pied qu'il avait reçu de son cheval. Le verdict du jury du coronaire est, ce mort accidentelle. »

Les papiers de Québec disent que les traines continuent encore à traverser entre la ville et la Pointe Lévi. Mercredi un M. Watts prit la mesure exacte de l'épaisseur de la glace en dix endroits différens. Elle variait de 15 à 23 pouces.

Samedi, entre une heure et deux heures, le feu prit à une des cheminées de la maison de Jaques Viger écuyer, maire de Montréal, inspecteur des chemins etc. etc. Les pompes s'y rendirent avec empressement, ainsi qu'une grande foule de peuple, et les flammes furent promptement éteintes avant qu'elles aient pu faire un grand dommage. On regrette seulement la perte d'un plan détaillé et circonstancié *de la bataille de Sackett's harbour*, qui, dit-on, a été brûlé dans cet incendie.

Samedi entre une heure et deux, le bruit se répandit que les américains entraient à main armée dans Montréal; l'origine de ce bruit était qu'on avait vu se déployer l'ancienne vigueur de certaines jambes bien connues dans la guerre des américains; mais tout se réduisit à un feu de cheminée.

Les bâtimens suivans sont annoncés de Liverpool pour Montréal et Québec:

Navire Esther, John Sparks, Montréal.
Navire Capt. Ross, Sumpton, Québec.
Navire Endeavour, W. Douglas, Montréal.
Brick Lane, Pearson, Québec.
Navire John Francis, W. Bonyman, do. 1er avril.
Barque Sir John Beresford, Mitchel, Montréal, 25 mars.
Navire Montréal, Montréal.
Brick Pinta, W. Younghusband, do.
Brick Sophia, Easton, do. 1er avril.
Brick Lord Stormont, M'Dougall, do.
Navire John Bell, W. Black, Québec, 23 mars

DE GREENOCK.

Navire Robertson, Neill, Montréal.
Barque Cherokee, Miller, do. 3 avril.
Brick Clutha, Dunlop, do. 28 mars.
Brick Count Dalhousie, Boyd, do. do.
Navire Canada, Allan, do. 31 mars.
Brick Favorite, Burns, 4 avril.

BANQUE DE MONTREAL.

AVIS est donné par le présent, qu'un DIVIDENDE DE QUATRE POUR CENT a été déclaré aujourd'hui sur le fond capital de cette institution, lequel dividende sera payable au comptoir de la banque en cette ville, le 1er de juin prochain.

ET DE PLUS,

Qu'un bonus de six pour cent sera payé au même lieu et à la même heure.

Par ordre du comité des directeurs,
BENJ. HOLMES, Caissier.

15 avril, 1835.

BANQUE DE MONTREAL.

AVIS est donné par le présent, que l'Assemblée Générale Annuelle des ACTIONNAIRES, se tiendra à la Banque de Montréal LUNDI, le 1er jour de juin prochain, à ONZE heures du matin, à l'effet de choisir des directeurs pour l'année suivante. Et il sera là et alors soumis un état général des affaires de la banque.

BENJ. HOLMES, Caissier.

15 avril, 1835.

BANQUE DE MONTREAL.

LE LIVRE DE TRANSFERT sera fermé LUNDI, le 18 mai, après laquelle date il ne sera admis aucun transfert à la banque jusqu'après le 1er jour de juin, que le livre sera réouvert.

BENJ. HOLMES, Caissier.

15 avril, 1835.

BANQUE DE MONTREAL.

AVIS.—VENDREDI, le 17 du courant étant VENDREDI-SAINT, ce jour là sera observé comme fête d'obligation, à la Banque. Ceux qui désirent avoir des billets escomptés seront obligés de les présenter comme de coutume et jeudi.

(Signé). BENJ. HOLMES, Caissier.

15 avril, 1835.

BANQUE DE LA CITÉ.

AVIS est par le présent donné, que VENDREDI prochain étant le VENDREDI-SAINT, sera observé à cette banque comme jour de fête.

CH. CASTLE, Caissier.

15 avril, 1835.

MARCHANDS A COMMISSION ET ENCANTEURS.—Les Soussignés prennent la liberté d'annoncer à leurs amis et au public en général qu'ils vont commencer le commerce d'ENCANTEURS ET COURTIERS, le 1er mai prochain dans les grands magasins ci-devant occupés par MM. A. C. Montgomerie et cie, rue Notre-Dame. Les soussignés seront prêts à recevoir les consignations qu'on voudra bien leur confier MERCREDI prochain, le 22 du courant.

D'après l'expérience qu'ils ont acquis dans les affaires et la ponctualité qu'ils mettront à remplir leurs engagements et les prompts réglemens de comptes, ils espèrent mériter une partie de l'encouragement public.

BEGLY, M'GOWEN & Co.

15 avril, 1835.

AVIS.

VU que le 21 août dernier mon fils GEORGE P. WILLARD, a été malheureusement noyé en traversant de Montréal à Laprairie, et que son corps n'a pas encore été trouvé. Il avait sur lui, lorsqu'il quitta la maison, un habit, veste et pantalons noirs, et un col de couleur brune; il avait une cicatrice au côté droit du visage; il était âgé de 19 ans, et d'une forme délicate. Ceux qui rapporteront ses hardes ou qui pourront donner quelqu'information sur lui seront généreusement recompensés.

Les éditeurs de papiers nouvelles dans cette province obligeront un parent affligé en insérant ce qui précède.

JOHN M. WILLARD.

15 avril, 1835.

CARDES À LAINE

LES Soussignés ont constamment à vendre des CARDES de leur manufacture, ainsi que des MACHINES A CARDER LA LAINE d'une qualité supérieure.

Ainsi, de leur *Beaver Works*,
Leur assortiment de clous.

S'adresser à
BUDDEN & VENNOR,
Pointe à Callière.

15 avril, 1835.

A VENDRE par le soussigné à son magasin en gros de papéterie, rue St. François-Xavier:—

Papiers à écrire, impérial, royal et medium,
Demi, poste folio, poste quarto, foolscap de toute qualité,
Pot, de toute espèce, papier à dessin, et carton de Bristol; encre à imprimer, des Etats-Unis et de l'Angleterre; encre à écrire et poudre à encre, crayons à dessins et communs, plumes et plumes d'aciers, et une quantité de papéterie de goût.

AUSSI,

Un assortiment de LIVRES DE COMPTES de toute sortes. Peaux de cuir pour relieur et carton de libraires. Livres d'écoles et classiques. Un assortiment de livres de dévotion.

H. M'GREGOR.

15 avril, 1835. 6f.

PHRÉNELOGIE.

LE Soussigné se propose de donner un COURS DE LECTURE au nombre de SIX sur cette science, dans l'appartement ci-devant occupé comme l'*Unitarian Chapel* au coin des rues St. Henry et St. Joseph.

Lecture le 11 du courant à 7½ heures du soir.
Lecture le 13, 14, 16 et 17, à la même heure.

Les billets d'admission pourront être procurés aux libraires de MM. J. & J.A. Starke, au Salon du Commercial Hotel et à la porte de la Salle de Lecture. Pour un monsieur 5s. Pour une dame et un monsieur, 7s. 6d. Pour deux dames et un monsieur, 10s. Lecture particulière 1s. 3d.

B. A. PARNELL.

8 avril, 1834.

LECTURES sur la PHRÉNELOGIE données le matin dans la Chapelle dite Unitairienne *Unitarian Chapel* au coin des rues St. Henry et St. Joseph. Pour faciliter les personnes qui ne peuvent se trouver aux lectures du soir. Ces lectures auront lieu ce jour le 11, lundi le 13, mercredi le 15, vendredi le 17, samedi le 18 de ce mois à ONZE heures et DEMI précises du matin.

Les billets d'admission se trouvent à vendre chez MM. J. & A. T. Stark.

11 avril 1835.

ENFANT PERDU.

LUNDI, le 30 mars, deux enfans nommés DONAHUE, furent laissés par leur mère au marché Ste. Anne, pendant qu'elle se rendait dans une autre partie de la ville. A son retour, elle ne trouva plus que le plus jeune, âgé de 6 ans qui dit que son frère, DANIEL DONAHUE l'avait quitté et avait suivi des charrettes qui se rendaient en Griffin Town. Depuis lors, on n'en a plus entendu parler.

DANIEL DONAHUE est âgé de 10 ans, a les cheveux d'un brun foncé, et il était habillé ce jour là en étoffe du pays. Toutes personnes qui pourraient donner quelques informations sur le compte de cet enfant, sont priées de les laisser aux bureaux du *Morning Courier*, rue St. François Xavier.

11 avril, 1835.

FONDERIE DE STE. MARIE.

AVIS PUBLIC est par les présentes donné qu'une ASSOCIATION a été formée ce jour sous les nom et raison du *ST. MARY'S FOUNDRY COMPANY* dont le but est de conduire et exécuter la fonderie dans toutes ses branches à l'établissement ci-dessus, Courant St. Marie, et ci-devant fonderie de messieurs Bennett et Henderson. Les soussignés en ayant été nommés les agens et ingénieurs sont maintenant préparés à recevoir tous ordres pour la construction de machines à vapeur chaudières de steam boat, mécanismes de moulins et ouvrages en fer de toutes les descriptions et nature, cloches, etc. etc. Et comme cet établissement est bien connu, et les soussignés étant en possession d'une grande partie des moules et modèles appartenant aux ci-devant propriétaires, l'assiduité, la ponctualité et l'attention de leur part avec lesquelles les affaires seront conduites font espérer à la compagnie une garantie envers le public que leurs demandes seront exécutées à leur pleine et entière satisfaction.

Tous ordres et demandes doivent être adressés à IRWIN et WORKMAN.

JAMES IRWIN.
SAMUEL WORKMAN.

L'on a besoin de quelques MOULEURS, OUVRIERS EN FAIT DE MODÈLES, FORGERONS ET OUVRIERS EN FER, &c.

Montréal, 28 mars, 1835. tf

ON A BESOIN pour l'ouverture de la navigation d'une GŒLETTE ou VAISSEAU de 40 à 50 tonneaux à quille pour l'usage de la MAISON DE LA TRINITÉ de Montréal aux fins de servir comme PHARE dans le LAC ST. PIERRE. Les propositions doivent être envoyées sous le plus court delai.

ROBERT ARMOUR, Junr.
Secret. M. T. M.

11 avril, 1835. 3f.

AVIS.

LE Soussigné prend la liberté d'annoncer au public que tout son fonds en MARCHANDISES et MERCERIES consistant en soiries, linges toiles, etc. chausons, bas et gambeaux, gants, dentelles, Sème se vendent maintenant aux prix les plus modiques. Vu que le propriétaire est disposé à changer son établissement.

W. K. HODGES.
Au coin de rues Notre Dame et St. Jean.

11 avril, 1835. tf

CARTE.

LE Soussigné fait ses plus sincères remercimens à ses amis et au public en général pour la sympathie si manifeste qu'ils ont montrée envers, lui depuis l'incendie malheureux de son établissement, et aussi pour l'encouragement qu'il a reçu pour l'aider à réparer ses bâtimens, ce qui rendra le tout plus digne du patronage du public. Il a maintenant l'honneur de prévenir le public que ses arrangemens sont complets pour la réception et louage de chevaux, ses écuries étant à present plus spacieuses—les personnes choisies pour veiller aux chevaux, etc. sont des plus soigneuses et le fourrage sera toujours de la meilleure qualité. Aucune dépense ne sera épargnée pour rendre cet établissement digne de la préférence qu'il a toujours eue. Les familles pourront en tous temps avoir toutes espèces de voitures attelées de bons chevaux sous des conducteurs sobres et polis. Aussi, il y aura toujours de bons chevaux de selle pour les dames et messieurs, etc. etc. Le soussigné n'a aucun doute que d'après son expérience dans ce genre d'établissement il conservera la réputation qu'il a toujours eue.

WM. SHARP.

Montréal, 8 avril, 1835. 7f.

A Vendre à Bas Prix.

UNE VICE TRES GROSSE ET TRES FORTE POUR UNE PRESSE.—S'adresser au No. 90, rue Notre-Dame à

WM. FARQUHAR.

21 mars, 1835.



A LOUER, du 1er mai prochain,

A LOUER, du 1er mai prochain, les propriétés ci-dessous mentionnées, situées dans la rue Notre-Dame, presque vis-à-vis de l'église des Récollets, savoir:—

No. 1. La MAISON en brique, à trois étages, avec fournitures d'un magasin d'épicier, si on en a besoin, maintenant occupée par M. Louis Russell.

No. 2. Une MAISON et le MAGASIN, en pierre à deux étages, adjoignant le No. 1.

No. 3. Deux MAISONS en briques et une longue bâtisse en pierre située dans la cour derrière les Nos. 1 et 2. La maison en brique est très bien située pour des familles et la bâtisse en pierre pour une voute pour le No. 1.

S'adresser à
JOHN TORRANCE & Co.

11 mars, 1835.

A LOUER, possession donnée au 1er mai prochain, la VOUTE en pierre et les dependances, située au faubourg Ste. Anne, près du CANAL, ci-devant occupés par MM. HORATIO GATES, & Cie. Cette voute est très bien adaptée à un commerce considérable pour transport de marchandises.

AUSSI,

Un LOT vacant entouré de trois côtés d'appentis, situé rue de l'hôpital.

ET,

Un LOT vacant, dans le faubourg Ste. Anne, contenant environ un arpent de terre, en culture comme jardin, sur lequel il y a des arbres fruitiers.

S'adresser aux Syndics, au bureau de MM. H. GATES & Cie, rue St. Paul.

[illegible] tf



A LOUER

ET possession donnée au premier mai prochain, une MAISON EN PIERRES sise rue St. Claude, en cette ville. Pour les conditions s'adresser au propriétaire J. O. A. TURGEON ou au soussigné à ce bureau.

P. E. LECLERE.

P. S.—Si cette maison était louée pour plusieurs années, le propriétaire y ferait les réparations qui conviendraient au locataire.

28 mars, 1835.

A VENDRE OU A LOUER, possession donnée immédiatement, la MAISON et le LOT de TERRE situé dans le haut du *Chemin Papineau*. Cette maison est en très bon ordre, et il y a environ huit arpents en jardin avec quelques pomiers.

AUSSI.

Un grand JARDIN et VERGER, environ deux arpents, en superficie sur lequel il y a une petite maison en très bon état, situé en face de la nouvelle maison d'A. M. Delisle écr. Coteau Baron.

Pour les particularités s'adresser à
AUSTIN CUVILLIER.

28 mars, 1835.

CHANTIER A NAVIRES, au COURANT STE. MARIE à LOUER; du 1er. mai prochain, aussi la boutique de forgeron et autres dependances, dernièrement occupés par Shea et Merritt.

S'adresser à
JOHN FORSYTH.

11 mars 1835. tf.

A LOUER.

LE MAGASIN et les DEPENDANCES situées près le VIEUX MARCHÉ, maintenant occupés par M. Wm. GALT, comme Magasin de Cuir, porte voisine du Magasin de MM. Buck et Campbell, épiciers. Cette situation est très bonne pour tout genre de commerce.

S'adresser à M. STANLEY BAGG, Vieux Marché.

13 février, 1835. tf.

Ventes par Encan.

PAR ADAM L. MACNIDER.

Meubles de Menage de Prix.

JEUDI, le 14 d'avril, 1835, sera vendu à la maison de GORGE GREGORY, écr, Place Dalhousie, tout les MEUBLES DE MENAGE DE PRIX, consistant en buffet élégant de salle à manger, le derrière en glaces, tables à diner, tables ronde, à carte, à sofas, table à côté et tables à colonnes, le dessus en marbre le tout en acajou de la première qualité. Boites et refroidisseurs à vins, un superbe Piano de *clementé*, chaise à piano, et centorbury; Une élégante harpe de Londres, ornements de cheminées, lustres, vases et pendules en albatre avec les boites en verre, service de table en argent des derniers patrons, argenterie, psyché, miroirs et glaces, garderobe, commodes, chaises, et sofas, en acajou, tapis de Bruxelles et de Kiderminster, tapis de cheminée, draperies de fenêtres et de lits, très élégantes, couchettes, lits et linge de lits, garde-feux, chenets; boites à ouvrage, bureaux, linge de table, services de table en porcelaine, fayance, verroterie, lampes astrales, lampes de passages, de salon et à pilier, poêles, ustensiles de cuisine, etc. et une quantité d'autres meubles.

AUSSI,

Une voiture de Londres, harnois double de Londres, harnois (*tandem*) berlines avec les tabliers, robes etc. converte et ouverte; selles et brides *anglaise* et *unies*.

Une paire d'excellents chevaux gris de voiture: une paire de chevaux chatain, âgé de 6 ans et de pure race, et un cheval en bois pour enfant.

Les meubles, etc. seront en montre LUNDI le 13 du courant depuis 11 heures du matin jusqu'à 4 heures de l'après midi.

DE PLUS,

On offrira en vente, en même tems les EMPLACEMENTS qui suivent,

No. 61, rue St. Antoine, faubourg St. Antoine
Nos. 18, 20 et 71, rue Richmond do.
No. 50, rue Aylmer, faubourg St. Laurent,
No. 85, rue Shaw, faubourg Québec.

Le BAIL de la superbe MAISON à WOODLANDS avec les dépendances, remises, écuries, jardins, champ de pommes de terre, etc pour les terme de sept ans, sera mis à l'enchère.

Les catalogues seront prêts trois jours avant la vente.

La vente à DIX heures.
ADAM L. MACNIDER.

1er avril, 1835.

MEUBLES DE MÉNAGE.

MERCREDI, le 22 avril, à la maison de WILLIAM M'DONALD, écuyer, au-dessus du magasin de MM. CARTER & MACDONALD, rue St. Paul, seront vendus, tous ses MEUBLES DE MENAGE, consistant en buffets de salle à diner, sofas, tables à diner, tables à cartes, garderobes, chaises et commodes en acajou, glaces et miroirs, tapis de Bruxelles et de Kidderminster, élégantes draperies de croisées et de lits, couchettes, lits de plume et matelats, couchettes d'enfans, une grille en acier poli, gardefeux, porcelaine, fayance, verroterie, une excellente horloge, lampe de table, poêles, tapis d'escalier, toiles peintes, etc. etc.

AUSSI,

1 commode d'acajou.
1 secrétaire et bibliothèque en acajou,
1 table à loo do
1 chiffonière do

Les meubles pourront être examinés MARDI, le 21 du courant de 11 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

Les catalogues seront prêts deux jours avant la vente.

P. S. Ces meubles sont du dernier goût et de la meilleure qualité, faite par M. Try.

La vente à DIX heures.
ADAM L. MACNIDER.

4 avril, 1835.

AUX CAPITALISTES.

Biens-Fonds par Encan Publique.

MERCREDI, le 22 avril prochain, sera vendu au bureau d'ADAM L. MACNIDER, à ONZE heures précise, les BIENS-FONDS ci-dessous designés:—

Les exécuteurs-testamentaires de la succession de feu D. DAVID, écuyer, étant sur le point de clorre les affaires de la dite succession, offriront en vente les propriétés de prix qui suivent et qui seront adjugées aux plus haut enchérisseur, sans réserve, le jour et heure ci-dessus mentionnés.

No. 1. Cette propriété très avantageusement située rue Notre Dame, tenant d'un côté au Palais de Justice, plusieurs années la résidence de D. DAVID, écuyer. Cette propriété sera divisée en plusieurs lots pour faciliter les acquéreurs.

No. 2. Le JARDIN et la CHAUMIERE situés rue Sherbrooke, au Côteau Baron, contenant un arpent et demi plus au moins. C'est une situation des plus désirables pour une résidence de campagne. Ce lot possède la vue la plus superbe de la cité et des campagnes avoisinantes.

No. 3. Une LOT VACANT située dans la rue St. Henri au faubourg des Recollets, de 30 x 60.

No. 4. Une MAISON ET LOT aux coins des rues Ste. Marie et Lacroix, et faisant face à la place Dalhousie, occupés par madame C. Solomons.

No. 5. La MAISON et le LOT immédiatement vis-à-vis le lot sus mentionné, maintenant occupés par M. Burland, et situées sur la dite place Dalhousie. La situation des deux places ci-dessus n'exigent aucunes remarques.

No. 6. Cette MAISON et EMPLACEMENT dans la rue St. Paul, maintenant occupés par M. Jean Bruneau; contenant environ 40 pieds de front sur 64 pieds de profondeur, étant une des meilleures places pour le commerce dans cette rue.

No. 7. Lots No. 21 et 22, sur le 1er et 2d rangs du Township de Godmanchester, contenant environ huit cent acres d'excellente terre.

Pour les particularités il faut s'adresser à M. J. HAYS et à J. VALENTINE, écuyers, aux bureau du *Montreal Water Works*, rue Notre-Dame, où les plans pourront être examinés le premier du mois prochain.

Les termes de paiement faciliteront les acquéreurs.

AUSSI,

Pour clorre des affaires de société, seront vendus irrémissiblement, à un crédit de six mois, sans intérêt, sur des billets à ordre approuvés:

22 ACTIONS dans la COMPAGNIE DE BATEAUX A REMORQUE, par la vapeur.
40 ACTIONS dans la barque à vapeur le CANADA.
40 ACTIONS originales dans la COMPAGNIE DES BARQUES A VAPEUR de la LIGNE de l'OTTAWA.

Cette vente mérite une attention particulière du public.



Et immédiatement après, sera offert en vente cette belle et grande MAISON à deux étages, en face de la fonderie Ste. Marie (St. Mary's Foundry) faubourg Québec, appartenant à M. Edward Kelley. Cette maison est très bien finie et en excellent ordre. Il y a cinq appartements au premier étage et six au second, et un très beau grenier. Il y a aussi étables et appentis, glacière et autres bâtiments.

La situation est très bonne pour un magasin d'épicier ou pour un aubergiste.

Les conditions seront énoncées au tems de la vente.

La vente aura lieu à ONZE heures.
ADAM L. MACNIDER.

4 avril, 1835.

Ventes par Encan.

PAR ADAM L. MACNIDER.

LA VENTE DE MEUBLES DE MENAGE qui a commencé hier à la maison de GEORGE GREGORY, ecuyer, Place Dalhousie, sera continuée AUJOURD'HUI. Tout le reste des Meubles seront vendus.

DE PLUS,

On offrira en vente, en même tems, les EMPLACEMENS qui suivent:

No. 61, rue St Antoine, faubourg St. Antoine.
Nos. 18, 20 et 71, rue Richmond do.
No. 50, rue Aylmer, faubourg St. Laurent.
No. 85, rue Shaw, faubourg Québec.

Le BAIL de la superbe MAISON à WOODLANDS, avec les dépendances, remises, écuries, jardins, champ de pommes de terre, &c., pour le terme de sept ans, sera mis à l'enchère.

Les catalogues seront prêts trois jours avant la vente.

La vente à DIX heures.
ADAM L. MACNIDER.

15 Avril, 1835.

CLINCAILLERIE, ETC.

AUX Magasins de M. JOHN WILSON, No. 29, rue St. Paul, LUNDI, le 20 du courant, et les jours suivants, tout son fonds de CLINCAILLERIE, etc. consistant en un excellent assortiment d'effets de détail, outils de charpentiers, fusils et fourniments pour la chasse et la pêche, chaudrons et marmites, faulx, faucilles, pêles et bêches, etc. et comptoir et rayons, etc.

Le tout sera vendu sans réserve, le propriétaire se retirant de ce commerce.

Les Catalogues seront prêts trois jours avant la vente.

La vente à UNE heure.
ADAM L. MACNIDER.

4 avril 1835.

FER.

DANS la cour derrière les magasins occupés par MM. SMITH & LINDSAY, JEUDI, le 23 du courant, sera vendu, sans réserve.

250 tonneaux fer d'Angleterre de la description suivant:

BARRES PLATES.

1⅝, 1½, 2 2¼ de largeur sur ¼ de pouce d'épaisseur,
1, 1¼, 1, 2¼, 3 do do ⅜ do do
1¼, 1½, 2, 2¼, 2½, 3, 3¼, 3½, 4, 5 de largeur sur ½ pouce d'épaisseur,
1¼, 1½, 2, 2¼, 2½, 2¾, 3, 3½ sur ⅝ d'épaisseur,
1½, 1¾ de largeur sur ¾ de pouce d'épaisseur,

BARREE RONDES.

[illegible], 1, 1¼, 1½, 2 pouces.

BARRES QUARREES.

[illegible], 1, 1¼, 1½, 1¾, 3, 3½, 4 pouces.

Le fer ci-dessus désigné comprend tout le reste du fonds des consignations de MM. A. Cramans, envoyés dans ce marché, et le tout sera vendu d'après l'ordre de leur agents dans cette ville, MM. GOLDWORTY, WURTELLE & Co.

L'attention des marchands de ferronerie est respectueusement appelé à cette vente, l'intention la maison de MM. A. Cramans, étant de le plus envoyer de fer au Canada cette année, ce qui causera un déficit dans cet article sur la place, cette maison en ayant toujours fourni la plus grande quantité.

La vente à DEUX heures.
A. L. MACNIDER.

11 avril, 1835.

MEUBLES DE MENAGE.

MARDI, le 28 du courant, à la maison de ROBERT SWEENY, écuyer, rue Craig, seront vendu, toute ses meubles de ménage, consistant en

Sofas, tables à sofas, tables à diner, à cartes, chaises, *sideboards*, le tout en acajou; couchettes, lits et linge de table et de lits, tapis, draperies de croisées, rideaux de lits, miroirs, lampes, chaises, commodes, épargnes, chiffonières, argenterie, horloge, porcelaine et fayance, christal et verroterie, ustensiles de cuisine, poêles, persiennes, une superbe grille d'acier polie et corniches en marbre, etc. etc.

La vente à DIX heures.
ADAM L. MACNIDER.

13 avril, 1835.

VENTE DE THÉ.

LA VENTE PUBLIQUE DES THES aura lieu aux Magasins des Agens de l'honorable COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES A QUEBEC ET A MONTREAL, VEDREDI, le 1er MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Des Catalogues des thés seront publiés, et les thés en montre seront prêts à être examinés du matin de lundi le 27 du courant, jusqu'à l'après midi du mercredi le 29 avril.

FORSYTH, RICHARDSON & Co.
Agens de l'hon. C. des I. O.

Montréal, 8 avril, 1835.

Vente par le Gouvernement.

SAMEDI prochain, le 18 du courant, aux Magasins de sa Majesté, (Magasin du Commissairait), près des casernes, sera vendu:

Deux BATEAUX, avec leurs mats, voiles et agrès, le tout complèt.

La vente à ONZE heures.
NORMAN BETHUNE,
Encanteur du Roi.

15 avril, 1835.

SALLE GÉNÉRAL D'ENCAN.

No. 85 Rue Notre Dame.

GALLERIE DE TABLEAUX.

MERCREDI SOIR prochain, le 15 d'avril sera vendue sans réserve, une magnifique collection de BIJOUX, consistant en épingles de diamants, loquets d'or, porte crayons en or et en argent, boites à ouvrage, boite à musique, cachet de montre à musique, doyettes en or, boites à cigarres, boites à cartes de visites, montres en or et en argent.

AUSSI,

Une collection de LIVRES FRANCAIS ET ANGLAIS des meilleurs auteurs, tableaux gravurés, papéterie, etc.

DE PLUS,

Bureaux portatifs, coutellerie, tapis de tables miroirs, et une grande variété d'instruments de musique etc. etc.

Les marchandises seront en montre lundi prochain.

La vente à SEPT heures.
JOHN O. BROWN.

11 avril, 1835.

A VENDRE.

VINS de Madère, d'Oporto, Xérès, en pipes, barriques, demie barriques et quarts,
Cassonnade en boucaults, barrils et tierçons,
Raisins Muscat, en boites et demie boites.

ET,

Un grand assortiment de PAPIER à écrire, à imprimer et à enveloppe.

GEORGE RHYNAS,
216 rue St. Paul.

Montréal, 28 février, 1835. tf

JEU DE PAUME.

ON prie toutes les personnes qui prennent intérêt à l'érection d'un JEU DE PAUME, de se réunir chez M. PRIVAT, sur la place d'armes, LUNDI SOIR, 13 du courant à HUIT heures du soir, pour y recevoir le plan et l'estimation d'un bâtiment et disputer l'utilité d'avoir un emplacement privé ou public.

11 avril, 1835.

Ventes par Encan.

PAR A. & J. CUVILLIER.

CHAPEAUX.

AU Magasin de M. THOMAS BLACKADDER, rue Notre-Dame, MERCREDI prochain, le 15 du courant, à UNE heure, sera vendu, par ordre des syndics.

Tout son FONDS DE COMMERCE, consistant en chapeaux de toute qualité, chapeaux de femmes, casquettes, fonds de chapeaux, doublures, bordures, etc. outils de chapelier, chaudières formes, etc. etc.

A. & J. CUVILLIER.

11 avril, 1835.

FONDS D'EPICERIES

AUX Magasins de M. H. LLOYD, rue St. Paul, LUNDI prochain, le 20 du courant, sera vendu, sans réserve:—

Tout son FONDS de LIQUEURS, EPICERIES, etc. en excellent état.

Cet assortiment est très général et très bien choisi et de la meilleure qualité.

AUSSI,

Toutes les FOURNITURES du magasin, consistant en poids, balances, mesures, barrils, tonneaux, etc.

La vente à DIX *heures*.
A. & J. CUVILLIER.

15 avril, 1835.

RUM, SUCRE, VINS, ETC.

AUX Magasins des Soussignés, MERCREDI prochain, le 22 du courant, sera vendu, pour clorre des consignations:—

18 tonnes rum de la Jamaïque,
61 barrils cassonnade claire,
10 pipes vin de Benécarlo, très bon,
5 barriques } Xérès do
6 demie do. }
1 pipe } Madère,
1 barrique }
2 pipes } Eau-de-vie de Cogna c,
3 do }
100 do Genièvre de Hollande, en cruches,
1 pipe } Jus de citrons,
1 tonne }
7 boucaults sel fin, en paniers,
52 boites savon de Montréal,
100 do do de Liverpool (de Steel),
20 do chandelles de Montréal,
53 do pierres bleues,
11 do chocolat,
20 barrils vernis noir (impérial),
300 do peintures (couleurs assorties),
10 quarts vinaigre.

AUSSI,

18 ballots cordes, ficelle et fil de seine,
Et une variété d'autres effets.
Conditions libérales.

La vente à UNE heure.
A. & J. CUVILLIER.

15 avril, 1835.

EPICERIES, ETC.

MARDI, le 28 avril sera vendu à la résidence de M. E. CHONLE, grande rue du faubourg St. Laurent, tout son FONDS DE COMMERCE, MEUBLES DE MENAGE, etc. consistant en un assortiment général d'épiceries, eau-de-vie, rum, liqueurs, sucre, thés, etc.; aussi les fournitures de magasin, barrils, caisses, tiroirs, comptoirs, etc.

Sofas, commodes, chaises, tables, lits, couchettes, linge de lit; horloge, miroirs, tapis, poêles, ustensiles de cuisine, etc. etc.

Le tout sera vendu sans réserve, en conséquence de la mauvaise santé du propriétaire qui désire se retirer à la campagne.

Les marchandises seront en montre le jour avant la vente.

La vente commencera à DIX heures.
I. AARON, E. & C.

4 avril, 1835.

TATTERSALL DAARON.

Au marché d'animaux Canadiens, etc.
A côté de l'église Américaine.
Rue St. Jacques.

LA prochaine vente aura lieu MARDI, 14 mars,

Plusieurs excellents CHEVAUX, VACHES, VOITURES, &c. &c.

La vente à MIDI.
I. AARON, Propriétaire.

CONDITIONS.

Quinze sols par louis seulement seront payés par le vendeur.

Point de charge pour les annonces ni pour l'entrée.

Il y a d'excellentes écuries et on payera trente-six sols par jour pour la nourriture et les soins donnés aux chevaux.

I. AARON, Propriétaire.

26 novembre, 1834.

BAZAR DE MEUBLES.

GRANDE RUE SAINT-JACQUES.

LES ventes par ENCAN auront lieu les MARDI et VENDREDI de chaque semaine A MIDI,—Pour voitures, chevaux, etc. La vente de MEUBLES et autres effets auront lieu les MERCREDI et SAMEDI à DEUX heures. JOHN JONES, propriétaire.

5 novembre 1834.

A Vendre par les Soussignés

EAU DE VIE de Cognac en pipes et barriques, marque de Favreau.
Vin Bénécarlo et d'Espagne,
Oporto d'une qualité superieur et do inferieur,
Vins de Sicile et de Figueras,
Ténérif L. P. et do commun,
Madère très bon, en pipes, barriques et quarts.
Malmsey et Sercial, pipes, octaves et quarts,
Madère, 2d et 3e qualité do do
Champagne et Bordeaux, qualité differentes,
Oporto en bouteilles, excellent,
Vinaigre clarifié de Bordeaux,
Goudron anglais en caques et barrils,
Vernis de goudron,
Cables goudronnés,
Vases à filtrer en quantité, de 2 à 9 gallons,
Avoine d'Angleterre,

ET,

45 caisses vins français de la première qualité, eau de vie, etc., reçus l'automne dernier en ligne directe de Boulogne sur Mer, consistant en Bourgogne, mousseux des clos de Vougeot, Chambertin, Volnay et Pomard. Champagne mousseux en bouteilles et demie bouteilles, Claret de St. Julien, Haut Rhin, Haut Sauterne, Muscat, Peresott et Roussillon. Frontignac, vieille eau de vie de Cognac en caisses de 3 douzaines et un tiers.

DE PLUS,

Un assortiment général de PROVISIONS, EPICERIES, MARCHANDISES SÈCHES, etc.

PETER M'GILL & Cie.

18 février, 1835. tf

LES personnes qui ont des réclamations contre la succession de feue demoiselle M. G. ADELAIDE PROUX, en son vivant de Boucherville, sont priées de les présenter immédiatement à l'un des soussignés exécuteurs testamentaires, et celles qui pourront devoir à la dite succession sont aussi requises de venir règler sans délai.

A. TABEAU Ptre. Montréal.
H. HUDON Ptre. Boucherville.

8 avril, 1835. 6f

Vente de Meubles de Ménage etc.

LE seize du mois d'avril courant, il sera vendu par un encan public, tous les meubles de ménage et autres effets appartenants à la succession de feu John Simpson écuyer, en sa dernière résidence, rue St. Urbain.—La vente aura lieu à DIX heures du matin précis.

G. D. ARNOLDI, N. P.

11 avril, 1835.

VENTE D'IMMEUBLE.

SERA VENDU, et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, à la porte de l'église paroissiale de cette ville, dimanche le dix-neuvième jour d'avril présent mois, aussitôt après la grand messe—un EMPLACEMEFT situé au faubourg St. Laurent, de la contenance de cinquante pieds de front sur environ soixante douze pieds de profondeur, tenant pardevant à la grande rue, par derrière à Jh. Kennedy d'un côté au sud-est à Gabriel Léonard et d'autre côté au nord-est à Henry Sauvage fils sur lequel est construit une maison de pierres de quarante deux pieds sur trente six pieds.—Cet immeuble dépend de la succession de feu sieur Luc Dufresne.

Les conditions sont—argent comptant.

JOHN TERROUX N. P.

4 avril 1835.

Seront Vendus par Autorité de Justice.

LUNDI le 27 d'avril prochain, sur les lieux, au plus offrant et dernier enchérisseur, environ 90 emplacemens dépendant de la succession de feu PHILLIPPE DUFRESNE, depuis la rue Ste. Catherine jusqu'à la rue Lagauchetière, les conditions seront très avantageuses pour les acquéreurs et pour plus amples informations, s'adreser à M. ANTOINE DUBORD LATOURELLE, faubourg de Québec, ou au soussigné.

L. S. MARTIN, N. P.

8 avril, 1835.

AVIS PUBLIC.

UNE assemblée nombreuse et respectable des propriétaires du bateau à vapeur le PATRIOTE CANADIEN, a eu lieu à l'*Hôtel Nelson*, dans la cité de Montréal, le 30 mars dernier suivant un avis dûment publié dans les papiers de Montréal, dans la quelle assemblée, lorsqu'il a été certain que la réunion était compétente pour transiger des affaires, on a passé passé unanimment plusieurs résolutions et on a choisi un comite général de direction.

Pour l'information des propriétaires absens, et ceux qui peuvent former des opinions incorrectes d'après des rapports erronnés et afin que tous ceux qui sont concernés puissent se conduire conséquemment on a pensé qu'il était nécessaire de déclarer que les messieurs choisis pour former le dit comité sont Messieurs: THOMAS PHILLIPS, PAUL KAUNTZ, FLERY ST. JEAN, SERAFINO GERALDI, ALEXR DUFF, FRS. BENOIT, F. B. BLANCHARD, E. R. FABRE, HENRY LESPERANCE, EDWARD HARTLEY, W. J. WILSON, et que les résolutions de la quatrième à la neuvième contiennent ce qui suit:

Resolu, Que certaines personnes prenant sur elles de former un comité pour la régie, contrôle et direction du dit bateau à vapeur. Le *Patriote Canadien* ont occasionné de grandes dépenses et des troubles majeurs aux propriétaires par leurs actes non autorisés, ces personnes prenant sur elles de former un tel comité sont d'après divers avertissements insérés dans plusieurs journaux publiés à Montréal, JOHN SCRIVER, FRANCIS MULLINS, O. NARCISSE DE LORIMIER, JOSEPH HUTTON, et JOSEPH M'KILLIP; que les personnes sus-mentionnées soient et ils sont faits et déclarés responsables pour le paiement de tous frais et dommages résultants de leur intervention en prenant la possession et régie du dit bateau à vapeur *Patriote Canadien*, par la porte ou séquestration de leurs parts ou mises dans le dit bateau, si toutes fois ils en ont, ou autrement ainsi qu'il sera avisé.

Que Mons. Thomas Phillips a eu la régle et contrôle du dit bateau à vapeur depuis le mois de mars 1834, en vertu de la garantie, bonne foi, et l'approbation unanime de l'acceptation de ses propositions.

Le comité susnommé en leur séance du premier d'avril ont fait choix de leurs officiers M. T. PHILLIPS, président, M. FLEURY ST. JEAN, vice président et M. E. R. FABRE, secrétaire.

Le dit comité s'est de nouveau réuni le deux avril courant, et pour mieux faciliter les affaires ont choisi M. THOMAS PHILIPS, F. ST. JEAN, P. KAUNTZ, FRANÇOIS BENOIT, et E. R. FABRE, leur sous comité, avec plein pouvoir d'agir pour tous.

THOMAS PHILLIPS, Président.
ET R. FABRE, Secrétaire.

Montréal, 4 avril, 1835. 6f

RAFFLE.

A LA LONGUE SALLE DE JONES, LUNDI SOIR, le 20 avril prochain, seront mis à la Raffle, QUATRE CHEVAUX, par 45 Souscripteurs à HUIT PIASTRES chaque.

Premier prix—LIGHT INFANTRY, cheval de pure race, âgé de 9 ans. Ce cheval a couté 1500 piastres en 1829

Second prix—Un CHEVAL chatain, de 6 ans, un excellent cheval de route. Il a souvent fait la route de cette ville au village de Laprairie en 23½ minutes avec facilité.

Troisième prix—Un CHEVAL gris, de 9 ans, étant bon marcheur.

Quatrième prix—Une POULICHE de 2 ans, dans le mois de juin prochain, par le célèbre cheval Américain *Trumpeter*.

Les Chevaux peuvent être examinés au Tattersall, tous les jours, excepté les dimanches, de 9 heures du matin à 6 heures du soir.

N. B. La liste des souscripteurs est déposée au bureau de M. JOHN JONES et au TATTERSALL.

Le prix du billet doit être payé avant de jeter les dés.

Le gagnant du premier prix payera 20 chelins, le 2d, 15 chelins; le 3e, 10 chelins, pour défrayer une partie des dépenses de la raffle.

La Raffle aura lieu à SEPT heures.

Si la Liste n'était pas remplie pour le jour fixé, la Raffle sera mise à un autre jour.

JOHN JONES.

18 mars, 1835

AVIS.

LE soussigné s'étant retiré des affaires offre ses plus sincères remercimens à ses nombreux amis, pour l'encouragement très libéral qu'il en a reçu pendant les douze années dernières, et il prend la liberté de les informer qu'il a résigné ses affaires entre les mains de MM. MATHEWSON et RATTRAY, qu'il peut en toute confiance recommander au soutien du public, et il est persuadé qu'ils se vendront parfaitement dignes de l'encouragement parfait qu'il avoue avec reconnaissance avait toujours reçu.

JAMES FERRIER.

Montréal, 6 mars 1835. tf

LES soussignés prennant la liberté d'annoncer à leurs amis et au public qu'ils ont pris la suite de affaires de M. Ferrier, comme l'un d'eux a été pendant plusieurs années le gérant principal des ses affaires, ils se flattent de pouvoir les conduire sur le même pied qu'elles l'étaient avant. Ils feront tous leurs efforts pour mériter par leurs soins et leur assiduité la continuation de la faveur dont leur prédécesseur a fait une si libérale expérience.

MATHEWSON ET RATTRAY.

6 mars, 1835.

BOIS DE CORDE A VENDRE, dans la cour de M. CUSHING, rue du roi, faubourg Ste. Anne, derrière le moulin à huile des MM. CORSE.

21 mars 1835. tf.

PROSPECTUS
DU
Canada Temperance Advocate.

LES amis des Sociétés de Tempérance dans la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont trouvé à propos de publier des journaux dont le principal but est d'encourager et promouvoir la Tempérance. Ces journaux sont bien peu connus au Canada étant nécessairement dépourvus d'un grand nombre de détails locaux propres à intéresser les habitans de cette province. La branche du comité exécutif de Montréal nommé par la conversation provinciale de tempérance siégeant à Montréal en 1834 a cru devoir mettre au jour sous sa surintendance un journal mensuel qui sera nommé THE CANADA TEMPERANCE ADVOCATE. Ce journal tout en publiant les meilleurs extraits des journaux étrangers contiendra, outre les articles originaux toutes les informations et nouvelles domestiques qui auront un rapport plus immédiat et plus intéressant aux amis de la tempérance dans ce pays. Tout article à l'exception des principes de la tempérance sera exclus du journal, son objet principal étant (sans se mêler des opinions religieuses et politiques de qui que ce soit) d'engager la communauté entière par des raisonnemens, et des faits calmes et persuasifs, de s'abstenir de l'usage commun des liqueurs fortes comme étant la plus grande barrière au bonheur et à l'avancement de la société.

Chaque Numéro de ce journal contiendra huit pages 4o et le premier No. sera publié vers le 1er mai prochain.

Conditions. Pour les abonnés en ville 5s. par an et pour ceux de la campagne 6s. 3d. par an, y compris les frais de poste.

Toutes les personnes qui ont à cœur la réussite du journal sont priées de s'abonner au plus vite.

Copies du prospectus seront transmises aux secrétaires des sociétés de tempérance dans les deux provinces, aux ministres des diverses congrégations et aux personnes d'influence, amis de la cause et ils sont invités à devenir agents et procurer des abonnés.

Toutes communications doivent être adressés à M. James Court, secrétaire du comité, batisses du Herald, Montréal. Les journaux du Haut et du Bas-Canada favorables à la tempérance sont respectueusement priés de donner aux présentes quelques insertions jusqu'au premier mai.

A Montréal les listes seront déposées à la chambre des nouvelles, chez tous les libraires et avec les membres du comité.

14 mars, 1835.

PORTRAITS ET MINIATURES

M. FASSIO, récement arrivé D'ITALIE informe respectueusement le public qu'il passera quelque temps à MONTRÉAL, et y continuera sa profession de PEINTRE EN PORTRAIT ET EN MINIATURE; il invite les dames et les messieurs de cette ville, à l'honorer de leur confiance, et se charge de remplir leurs ordres avec la plus grande ponctualité, et de la manière la plus satisfaisante, M. Fassio a exercé sa profession avec avantage à NEW-YORK et en EUROPE, et il se flatte que les personnes qui s'adresseront à lui n'auront qu'à se louer de sa manière de travailler et de la modicité de ses prix.

Sa demeure est rue Notre-Dame, vis-à-vis M. Louis Bonacina.

Montréal, 13 juin, 1834.

LE Soussigné prend la liberté d'informer le public qu'il a été nommé AGENT de la maison BILLINGS & Cie. et qu'il a reçu plusieurs exemplaires des OUVRAGES de SIR WALTER SCOTT, publiés à New-York.

Le soussigné recevra les souscriptions à l'ouvrage ci-dessus, et est prêt à livrer les vols. 2, 3, 4, 5 et 6. Le reste de l'ouvrage est sous-presse et paraitra sous peu. Avis en sera donné dans les journaux.

JOHN O. BROWN.

4 octobre, 1834.



GRAINES DE JARDIN.

Le soussigné prend la liberté d'informer ses amis et le public en général qu'il a ouvert un établissement sur un plan étendu comme MAGASIN DE GRAINES au No. 233 rue St. Paul, à côté des comptoirs de feu l'honorable H. Gates et presque vis-à-vis *l'Exchange Coffee House.* Les graines consistant en

Graines potagères, graines de fleurs et autres.

Comme dans cet établissement le propriétaire ne vendra de graines que celles propres à la culture de ce pays et qu'il les garantira bonnes, il solicite un encouragement qu'il espère mériter pour son établissement, le premier de cette sorte dans ce pays.

Il a en outre à vendre. Des ARBRES FRUITIERS et d'ornement. Fleurs de jardin, plantes et arbrisseaux, pots à fleurs, etc.

JOHN DONNELLAN.

Tous ordres adressés, soit au dit établissement, soit à son jardin rue Sanguinet près l'église St Jacques, dans le faubourg St. Laurent seront exécutés sous le plus bref délai.

Les catalogues de graines etc. seront fournis GRATIS.

18 février, 1835. 1s.

AVIS.

LE Soussigné prévient le public qu'il ne paiera aucunes dettes contractées en son nom sans un ordre exprès signé de sa main.

DOMINIQUE MUNIER.

Montréal, 25 février 1835.

HABITS! HABITS! HABITS!

LE plus haut prix sera donné pour toute espèce d'habits on hardes faites.

LIVRES, neufs ou vieux, achetés, vendus, ou échangés.

Habits nétoyés, teints et racommodés.

Chapeaux nétoyés et changés.

Près de M. Rolland, ferblantier, grande rue du faubourg de Québec.

J. LEVIE.

9 juin, 1834.

FRANCOIS METZLER,
MARCHAND TAILLEUR,
Rue St. François Xavier
VIS-A-VIS LA BANQUE DE LA CITÉ.

Montréal, 7 juin 1834. 6tf

HOTEL DE ORR.
RUE NOTRE DAME,
Presque vis-à-vis le Palais de Justice
MONTREAL.



J. & J. THORNTON,
Manufacturiers de Carrosses, Harnais, etc.
Magasins, Place d'Armes, Montréal.

6 février, 1835. 6m

A VENDRE,
AU BUREAU DE L'AMI DU PEUPLE
PRIX 36 SOLS.
Traité sur la Politique Colonial, DU BAS-CANADA,
ET REFLEXIONS SUR
L'Etat du Pays,
PAR UN AVOCAT.

13 mars, 1835. tf

Livres a Vendre.

LES Soussignés ayant reçu une grande collection de LIVRES, ils les ont déposé en vente chez M. J. O. BROWN, où ils invitent les connaisseurs à les examiner. Ces LIVRES seront vendus à très bas prix.

Instruction pour la Communion,
Instruction pour la Confirmation,
Histoire et Paraboles,
Imitation de Jésus Christ,
Heures des Paroissiens,
Offices de l'Eglise, Noté,
Ancient Testament,
Paroissiens Romains,
Paroissiens Romains, rellieurs magnifique,
Grands do do
Paroissiens des Dames, do
Paroissiens des Demoiselles, do
Paroissions des Epoux, do
Heures de St. Vincent, do
L'Eglise des Apôtres, do
Petit Paroissiens, do
Heures des Paroissiens, do
Heures de la Vierge, do
Heures de Blanche de Castile, rellieure magnifique
Psaumes et Cantiques, do
Heures Dédiées aux Dames, do
Heures du Duc de Bordeaux, do
Heures de St. Paul, do
Petit Epcologe, do
Encologe, in 12o. do
Office des Morts, do
Heures des Epoux, do
Petit Carême, do
Manuel des Demoiselles, do
Imitation de la Vierge, do

	Vols.
Vie de Saints,	1
Vffice Divin,	2
Ca Sainte Bible, (de Saci),	2
Lreviaire Parisien,	1
Bérité de la Rèligion,	1
Devotion au Cœur de Jésus,	
Beautés de l'Histoire Sainte,	
Gouvernement de l'Eglise,	
Le Chrétien en Solitude,	
Vie de St. Séverin,	
Essai de Morale,	
Merlin, complèt, 4o.	27
D'Aguesseau, 4o.	3
Cochin,	6
Pothier,	8
Justice Civile,	1
Procédure Civile du Chatelet,	2
Pigeau, Justice Civile,	2
Delvincourt,	3
Coutume Anglo-Normande,	4
Héricourt,	4
Praticien du Chatelet,	1
Style du Chatelet,	1
Praticien Français,	2
Code Matrimonial,	2
Jurisprudence du Conseil,	2
Procès-Verbal,	1
Explication des Ordonnances,	2
Jurisprudence Romaine,	1
Règlement du Conseil,	1
Maxime ou Droit Français,	1
Questions du Droit,	1
Loix des Bâtiments,	1
Anotation des Cinq Codes,	1
Science de Notaires,	2
Œuvres de Terrasson,	1
Collection de Jurisprudence,	1
Traité de la Preuve par Témoin,	1
Traité de la Mort Civile,	1
Traité de la Minorité,	1
Traité des Tutelles,	1
Notaire Apostolique,	2
Institution de l'Empereur Justinien,	1
Droit Français,	1
Plaidoyers et Mémoires,	2
Traité de la Justice,	2
Procédure Civile de Palais,	1
Traité des Fiefs,	1
Traité de la Représentation	1
Traité de la Police,	
Bibliothèque des Coutumes,	1
Coutume de St. Omer,	1
Ordonnances de Louis XV,	1
Traité de la Communanté,	1
Repertoire de Jurisprudence,	17
Question de Droit de Merlin,	6
Actes de Notoriété,	1
Arrêts Notables,	1
Traité du Douaire,	1
Plaidoyer de Morveau,	9
Continuation de Troplong,	1
Thoulier,	2
Pothier, relieure splendide,	12
Code Civil,	1
Œuvres de Durval,	9
Manuel des Huissiers,	1
Manuel de Procedure,	1
Pandectes Françaises,	13
Colon d'Harleville,	1
Grandeur des Romains,	2
Voyages de Walkener,	2
Histoire de Charles XII,	1
Toutea la Vérité au Roi,	1
Nouveau Testament,	4
E x m anede do. de Stael,	2
Le Docteur Gay,	1
L'Arimèthèque Simplifiée,	1
La Géometrie,	1
Vertôt, Révolution de Suède,	3
Campan, sur l'Education,	2
Pausanias, Voyage en Grèce.	4
L'Ancien et Nouveau Testament,	
La Vielle Fronde,	1
Anecdoctes,	1
Histoire des Empéreurs Romains,	1
Dictionnaire des Généraux Français,	9
Alibert,	1
Lacroix, Géometrie,	1
Do. Algèbre,	1
Histoire de France,	6
Do. de Louis XI,	
do. de Stael,	8
Algèbre, par Bourdon	
Grammaire Grècque,	
Arithmétique,	
Histoire Romaine Abrégé,	1
Architecture,	8
Lafontaine, splendide,	
Vocabulaire de Wailly, 1834,	
Dictionnaire Géographique, Vosgien,	
Théâtre Français,	
Etudes Historiques, splendide,	
Récitations,	1
Promenade Physique,	9
Histoire Naturelle,	4
Chapelle et Beaumont,	3
Œuvres d'Arnault,	4
Montesquieu,	8
Sabbatier, edéci ne Opérative,	3
Cours Elémentaire de Fortifications,	2
Révolution de Constantinople,	2
Revue Encyclopédique,	3
Cours d'Etude,	12
Œuvres de Regnard,	4
Vertôt, Révolution Romaine,	3
Principes de Physique,	5
Révolution d'Amérique,	2
Medécine Domestique,	5
Vie de Scipion de Ricci,	4
Mélanges de Littérature,	2
Histoire de Hesse,	3
Racine,	3
La Harpe, Cours de Littérature,	1
Vie des Hommes Illustres,	8
Paradis Perdu, Milton,	5
Racine.	1
Histoire des Juifs,	9
Instinct des Animaux,	3
Cours d'Education,	2
Tableau de l'Histoire	5
Histoire de l'Amérique,	2
Histoire Ancienne et Moderne,	8
Code de Louis XVIII,	6
Mdmes. de Maintenon,	1
Les Veillées de Château,	28
Histoire Générale,	3
Caractères de Labruière,	7
Histoire d'Angleterre,	2
Histoire de Constantain,	2
Chef d'Œuvres de Cornellle,	5
L'Illiade,	2
Télémaque,	1
Histoire de Stanislas,	2
Histoire de Henri IV,	1
Œuvres de Delisle,	1
Catéchisme de Fleury,	2
La Bonne Famille,	2
Histoire Naturelle,	2
Anquétil Histoire de France,	5
Rivalité de la France,	4
Œuvres de Pope,	7
Histoire de l'Empire Germanique	2
Théâtre du Monde,	4
Œuvres de Racine,	4
Do. de Regnard,	4
Do. de Racan,	2
Do. de Crébillon,	3
Récréation orales,	1
Tite-Live,	1
Rogron,	1
Annalles Poëtique,	20
Beaux Traitsilitaire,	1
Morale en Action,	1
Histoire de Napoléon,	1
Compétence des Juges de Paix	1
Loix Civiles du Canada,	3
Histoire de Théodore,	1
Fables de Lafontaine,	1
Guide du Notaire,	1
Dictionnaire de Tropes,	1
Dictionnaire Allemand et Français,	
Heures Latines,	
La Henriade,	
Dialogues Morales,	
Mytologie Comparée,	
Traité de la Représentation,	
Mécanique des Arteians,	
Morçeaux Littéraires,	
Mémoires de Talon.	

Plus de 2000 volumes de Livres de Lois,
00 volumes de Livres de Piété,
50 douzaines Grammaires de l'Homond,
50 do. Catéchismes,
50 do. Abécédaires,
Ardoises, Plumes, Papier, Encre, Cire, Oublies, etc. etc.

LECLÈRE & JONES.

Montréal, 3 décembre, 1834.

A VENDRE.

MADÈRE et Oporto, en bouteilles, fume supérieur,
Xères pâle, en bouteilles et en demie barriques,
Champagne, en caisse et en panier,
Eau de vie de Cognac,
Peinture blanche, en barrils de 25 livres,
Savon jaune de Steele, boites de 36 à 64 livres,
Saven blanc d'Angleterre, do 30 livres,
Moutarde en jarres et bouteilles,
Ale pâle des Indes en bouteilles,
Sel de Lisbonne, gros grain,

AUSSI,

FERBLANC, ICW, IC. IXX. IXXW.
Do IXXX. IXXXX, LDCL, DXX.
Do LDXXX, LDXXXW.
CLOUS DU CANADA, (*Rose,*) assortis de 3½ à 24 livres.

CUNNINGHAM & BUCHANAN,
Pointeà Callière.

4 Octobre 1834.

FONDERE DE CARACTEE D'IMPRIMERIE.

A. PELL & BROTHER, ont transporté leur fonderie des Nos. 29 et 31 Gold à l'encoignure de *John et Gold street* New-York, où ils offrent en vente l'assortiment le plus complet de caractères, aux prix suivants:—

Pica	$0 36	Minion	70
Small Pica	38	Minion ou Nonpareil body	80
Long Primer	40	Nonpareil	90
Bourgeois	46	Agate	1 16
Brevier	56	Pearl	1 40
Do. on Minion body	63		

Caractères à Musique, Caractères en bois pour affiches, filets, entrelignes, composteurs, vignettes &c. &c. &c.

A six mois de crédit ou a 7½ pour cent d'escompte pour argent comptant. Ils prennent aussi de vieux caractères en payement, à raison de 9 cents la livre.

Les soussignés étant agents pour la fonderie ci-dessus, les imprimeurs désirant se procurer de ces objets peuvent s'adresser à eux, leurs commandes seront immédiatement remplies sans autres frais que le transport et les droits de douane.

LECLERE & JONES.

Montréal 14 Juillet 1833.

ROBERT HOE & Co.
Nos. 29 et 31, Gold street New-York

ONT à vendre aux prix les plus modiques tout ce qui est nécessaire pour établir une imprimerie; leurs conditions sont six mois de crédit ou cinq pour cent d'escompte pour argent comptant

Les soussignés étant agents pour la Maison ci dessus toutes demandes qui leur seront adressées seront remplies sous le plus court délai, sans autres frais que ceux de transport et de douane.

LECLERE & JONES.

Montréal, 14 juillet, 1832.

LE soussigné reçoit par les vaisseaux du printemps un assortiment général de PAPETERIES, qu'il vendra à bon marché aussi PAPIER BRUN, à CARTOUCHES, etc.—de 30×40 26×41, 30×46, et divers autres: papiers convenables aux marchands en gros.

ROBERT WEIR, fils.

Montréal, 19 Mai 1834.

GRAINES DE JARDINS.

NOUVELLEMENT reçu, et à vendre au MEDICAL HALL, No. 69 rue Notre-Dame, presque vis-à-vis du Palais de Justice, un assortiment choisi de graines de jardin de la culture des *Shekers* ou Socété des Quakers trembleurs d'Enfield. Ces graines sont garanties de la crue de l'année dernière.

AUSSI,

Une quantité de graine de Treffle et de Mil.

4 mars, 1835. tf

BEAUX ARTS.

M. PIERCE ayant en plusieurs demandes tardives, relatives à l'instruction dans l'art de PEINDRE LES PORTRAITS avec des couleurs à l'huile, offre maintenant respectueusement ses services aux personnes qui désirent profiter de cette occasion. Il croit que par suite de 20 ans de pratique, il peut donner des instructions extrêmement utiles dans le court espace de trois mois et qu'il peut rendre capable de pratiquer avec un grand avantage.

Le cours de l'étude embrassera les procédés réguliers de préparer les canevas propres à finir les portraits.

Les personnes résidentes à distance, qui désireraient recevoir l'instruction dont il est question, en s'adressant par lettres affranchies à M. PIERCE peintre en portrait à Montréal, recevront une réponse immédiate, les informant de ses conditions etc.

N. B.—M. PIERCE adresse ses sincères remercimens à ses protecteurs et amis pour leurs faveurs passées, et espère, par la manière et le goût de ses peintures mériter la continuité de leur bontés. Il a ainsi le plaisir d'informer les dames et messieurs qui ont eu leurs portraits commencés, qu'il est maintenant rétabli de sa dernière maladie, et qu'il se sent capable de reprendre sa profession immédiatement.

14 mars, 1835.

MARCHANDISES NOUVELLES.—Par les derniers arrivages de Londres, Liverpool et Glasgow, le Soussigné à reçu un assortiment général et très considérable de MARCHANDISES D'ETAPE et de MODE, consistant en SOIERIES, COTONADES, LAINAGES et EFFETS.

DE PLUS,

Toutes sortes de marchandises de dentelle, voiles, gaze, etc. etc.
Ruban de France et d'Angleterre, d'une grande variété,
Soie des Indes, lustré grands mouchoirs de soie fleurie, etc.
Menue marchandises de toute espèce,
Gants, bas et demi-bas, de soie, laine et coton,
Bijouterie et articles de fantaisie de Birmingham,
Un assortiment excellent et complet de boutons, soie à coudre, étoffe à vestes, *serge, drills*, doublure, fourniture, bretelles, cols, colliers, et divers autre articles requis par les tailleurs et les modistes.

L'assortiment ayant été acheté à des conditions favorables, et soigneusement choisi par une personne du Canada, bien au fait du marché, les marchandises seront vendues à très bas prix, pour argent comptant, ou à un court crédit.

☞ Il sera fait des escomptes généreux aux marchands exécutant des ordres de la campagne, si l'on paie comptant, ou si l'on donne des traites payables à Montréal, en considération de ce mode de paiement, il sera accordé un plus long crédit, si on le désire.

Il sera de l'intérêt des acheteurs de s'y prendre de bonne heure, vu qu'en conséquence de l'importation très limitée de diverses espèces de marchandises de printemps et d'été il se trouvera prochainement que plusieurs artcles deviendront rares, et hausseront considérablement.

ROBERT ARMOUR.

Maintenant au No. 69, rue St. Paul vis-à vis de MM. John Torrance & Cie.

20 mai, 1834.

ALEXIS BENOIT,
No. 249 RUE ST. PAUL,
PRÈS DU MARCHÉ A BOIS.

INFORME respectueusement ses Amis et le Public en général, qu'ayant intention de se retirer du Commerce de Détail, il offrira en vente en

GROS ET EN DETAIL,
A un prix extrêmement réduit,
SON FONDS DE MARCHANDISES,

Consistant en Lasting, Prunelle, Casinette Bombazetta, Bombazine, mérino, Drill, Nankin Indiennes, Batiste, Mousselines Mull Mull Toile, Pékin, Gros de Naples, Crêpe, Patrons de Vestes, Gingham, Bourragan, Futaine, Coutil Corderoi, Coton Rayé, Carreauté et Blanc, Bazin Jeannette, Velours, Plaid, Camelot, Flannelles, Serge, Schâles de Soie et de Coton, Mouchoirs do do, Couvrepieds, Couvertes, Flushing, Petersham, Etoffe Grise, Ratine Parapluies, Chapeaux, Bottes, Souliers, Bas, Chaussons, Gands, Cravattes, Bonnets Rouges, Bretelles, Galon, Fil, etc. etc. etc.

DE PLUS,

Un grand assortiment de DRAP et CASIMIRE Fin Superfin et des couleurs suivantes Bleu, Noir, Brun, Drab Vert, Mulbury, Gris Mêlé, etc.

ET,

Un lot de HARES FAITES, au montant de L665, consistant en Manteaux, Surtouts, Habits Gilets, Vestes, Culottes, Caleçons, qu'il vendra en douzaine ou en détail.

AUSSI,

600 POCHES, de 1½ Minot et 2 Minots.
550 pairs gros SOULIERS A CHEVILLES

MARCHANDISES DE GOUT.

Les articles consistent en Gros de Naples de couleurs assorties, rubans de gaze et de soie, parasols nouveaux; mousselines peintes, linon fl uri et rayé, dentelle de fil, ginghams, voiles, patrons de vestes, en grande variété imitation de dentelle de fil, shalls de crêpe de Canton, shalls et mouchoirs de soie, chemisettes garnie et tours de cou stocks) pour hommes, tapis d'Ecosse, et c.

N. B.—Un seul prix sera demandé pour Marchandises.

Montréal, 12 juillet, 1834.

MANUFACTURE FRANCAISE DE MEULES A MOULIN.—Le propriétaire continue à tenir un assortiment de pierres à moulin
De blocs à meules de première qualité,
Plâtre de Paris,
Pierres d'Esopus.

Tous les articles garantis et vendus à des prix modérés.

WM. H. CULVER.
No. 10, rue du St. Sacremen

Forges de St. Maurice et des Trois-Rivières.

LES Soussignés ayant été nommés agens pour la vente des ouvrages en fer et en fonte des FORGES DE St. MAURICE et des TROIS-RIVIÈRES, ont maintenant à leur magasins, rue St. Grabriel, un assortiment complet de fer en barre, ouvrages en fonte de toute description.

FORSYTH, RICHARDSON & Cie.

24 mai, 1834.

W. LAWLEY, SCULPTEUR, DOREUR, ce FACTEUR de CADRES de MIROIRS et de GRAVURES, nétoie les anciens tableaux et répare es cadres, etc.

AUSSI, A VENDRE:

Un bel Assortiment de GRAVURES, de toutes es grandeurs, ainsi que des MIROIRS à Toilet es, etc. etc.

Magasin situé No. 74, Rue Notre Dame, visà les MM. GIBBS & Cie.

Montréal, 1 Mars, 1834.—tf

A vendre maintenant au Bureau de l'Ami du Peuple.

COMMENTAIRE ou OBSERVATIONS sur l'Acte de la 31e année du règne de GEORGE III. appelé *ACTE CONSTITUTIONNEL DU HAUT ET BAS CANADA*; respectueusement dédié à L'HONORABLE CHAMBRE D'ASSEMBLEE DU BAS-CANADA, par H. HENEY, Ecr., rédacteur des lois pour la Chambre d'Assemblée. Prix 2s. 6d.

A VENDRE.

UNE MACHINE A CARDER, très supérieure, complète et en excellente ordre S'adresser au bureau de *l'Ami du Peuple.*

19 juin, 1834. 2f tf

AVIS.

LE Soussigné donne avis public, que les affaires faites ci devant sous le nom et raison d'ARNOLD & WISHART, maitres charpentiers, par Thomas Arnold et le soussigné, que eur société a été dissoute SAMEDI, le 28 fevrier dernier. Les personnes endettées envers la dite société sont requises de payer le montant de leurs comptes au soussigné qui est seul autorisé a en donner quittance.

JOHN WISHART.

Montréal, 18 mars, 1835. tf

A VENDRE.—Le célèbre étalon LIGHT INFANTRY. Ce cheval est de pure race, agé de 9 ans, ce printems. Il sera vendu à bas prix en s'adressant au TATTERSALL.

9 mars, 1834.

COMPAGNIE DU PHENIX DE LONDRE
POUR ASSURANCE CONTRE LE FEU.

CETTE Compagnie a établi son Agence en Canada dès l'anné 1804, et elle continue à assurer la propriété de toute espèce contre les pertes ou dommages causés par le Feu, à des conditions libérales. GILLESPIE, MOFFATT & Co.
Agents pour la Canada.

Montréal, 11 Juillet 1832.—j

L'ALLIANCE.

ASSURANCE BRITANNIQUE ET ETRANGÈRE SUR LA VIE ET CONTRE LE FEU, COMPAGNIE DE LONDRE
CAPITAL CINQ MILLIONS STERLING
ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DE FEU, ASSURANCES SUR LA VIE.

Par le dite compagnie au bureau du soussigné agent à Montréal.

C TAIT.

Montréal, 12 juin, 1834. tf

M. FERD. D'AUBREVILLE informe respectueusement le public qu'à la sollicitation de plusieurs de ses amis, il s'est décidé à ouvrir une ECOLE DE MUSIQUE, où il se propose de donner des leçons élémentaires de violon. M. D'AUBREVILLE donnera ses leçons dans l'académie de danse de M. ADAMS, Place d'Armes, ancienne demeure de feu M. PIERRE DUBOIS.

Ses termes seront modérés.

Montréal, 2 décembre, 1834.

M. P. MURCIANI, *d'Albini, a l'honneur* d'informer le public de Montréal, qu'à la sollicitation de ses anciens patrons il est revenu à Montréal, où il continuera de donner des leçons de langue FRANCAISE, et qu'il espère par son assiduité, et son système d'enseignement mériter encore la confiance de ceux qui voudront bien l'employer.

Il occupe l'étage d'en haut de la maison de brique, du milieu à l'ancienne porte de la ville, près du faubourg St. Laurent.

P. S. Pour renseignemens s'enquérir au bureau de ce papier.

A. M. M. D'abini commencera son école Française du soir, mercredi, 22 du courant.

Montréal 22 octobre, 1834.

HOTEL D'HONDLOW,
A l'entrée du canal de Lachine.

LE Soussigné prend la liberté d'annoncer à ses amis et aux personnes qui visitent Montréal, par affaire, ou promenade, qu'il a LOUÉ la grande MAISON DE BRIQUES, ci-devant occupée par Messrs. Guy Warwick & Cie. où ceux qui voudront le favoriser de leur pratique trouveront toutes les commodités, et nulle peine ne sera épargnée pour que ses hôtes se trouvent aussi bien et agreablement que possible. Il aura toujours à leur disposition des VINS et des LIQUEURS de la meilleure qualité.

SILVESTER HONDLOW, fils

11 février 1835. tf ed

Branche de l'Etablissement LITHOGRAPHIQUE DE LONDRES
TENU A MONTRÉAL,
PAR BOURNE.

DESSINS, plans d'architecture, cottes-d'armes, circulaires, têtes de comptes, cartes funéraires, affiches et cartes d'affaires, lithographiés à l'établissement ci-dessus.

N. B. Gravure sur cuivre et impression continuées comme ci-devant.

Montréal, 1er. février, 1834.

HUILE D'OLIVE,
POUR BRULER DANS LES LAMPES,
D'une qualit Excellente,
S'ADRESSER AU
MEDICAL HALL
RUE NOTRE-DAME.

25 octobre, 1834.

300 MEULES FRANCAISE supérieures à vendre. S'adresser au bureau de Messrs H JONES & Cie. au Canal.

3 mai 1834. tf. ed.

TOUTES personnes endettées à la succession de feu GEORGE DOUGLASS, en son vivant, marin, sont requis de payer sans délai, et ceux à qui la dite succession peut devoir sont aussi requis de fournir leurs reclamations sans délai au soussigné, curateur de la succession dans cette province.

G. MOFFATT.

25 février, 1835.

LES Soussignés viennent de recevoir de France le plus beau choix de GRAINES qui ai amais été offert en vente en Canada. Ils en disposeront à bas prix.

S. GUILBAULT

3 juin, 1834.

CHANGEMENT DE DEMEURE.

LE Soussigné use de cette voie pour remercier ses amis et le public de l'encouragement qu'il a éprouvé de leur part dans sa profession, et pour les prévenir qu'il a transporté sa boutique à la maison rue St. Paul, près du l'ancien marché, occupée ci-devant par les MM. Ducondu.

A. GAUDRI.

14 mai 1834. tts 2

TIR AU PISTOLET,
AU CAFÉ FRANÇAIS,
FAUBOURG QUÉBEC,
OUVERT TOUS LES JOURS.
Les Dimanches et Fêtes exceptés.

21 février 1835.

LE soussigné offre à vendre à son clos à bois, rue Ste. Radegonde, derrière le marché au foin, 60,000 MORCEAUX DE BOIS consistant en madriers, planches, croutes et douelles, le tout dans le meilleur état, aussi une grande quantité de madriers de frêne blanc, noyer et bois blanc de diverses grandeurs.

JOHN A. DELISLE.

14 mars, 1835.

PAR VENTE DE GRÉ A GRÉ.

UNE JUMEMT brune de 7 ans, garantie saine

Un CHEVAL de 4 ans, par *Cock of the Rock.* garanti sain.

Une JUMENT brune, de 5 ans, W. S. 16 mains de hauteur.

Un CHEVAL de 4 ans, W. S. 15½ mains de hauteur.

JOHN JONES.

22 octobre 1834.

A VENDRE.

L'IMMEUBLE suivant dependant de M. JOHN WHITE, et pour le quel des titres incontestables seront donnés, savoir:—Un lot de terre sis et situé dans la rue Fullum, faubourg Ste. Marie avec une maison en bois propre à quatre logemens, borné en arrière par les propriétés de feu P. MacIntosh, écr. et d'un côté par G. J. Idler écr. Cette maison peut-être arrangée de manière à en faire une residence agréable pour la saison de l'été. l'on pourrait aussi la convertir *en maison d'école* ou en plusieurs ménages.

DE PLUS,

Quatre lots, du tirage au sort de M. Guy au faubourg St. Antoine, savoir:
Les Nos. 60 156, 186, 205.
Trois lots du tirage au sort de M. Hartley, faubourg Ste Marie, Nos. 32, 44, 197.
Un lot, du tirage au sort de M. Shaw No. 69.

JAMES COURT.
Aux bâtisses du Herald.

18 mars, 1835. tf

Le plus grand et le meilleur Trésor Terrestre pour l'humanité.

LA SANTE' PRÉSERVÉE—OU PERDUE—
RESTAURATION.
Pillules renovatrices d'Hygienne Américaine de SEARS.

SONT maintenant offertes pour le bénéfice du public, par le propriétaire, sur la conviction honnête que les certificats de leur efficacité et de leur effet, et les références et les témoignages concernant son caractère et sa réputation lui assureront la confiance du public.

Ces pillules sont le résultat de beaucoup de recherches et d'expérience occasionnés par les souffrances terribles de la Dyspepsie et de la maladie de foie pendant trente années. Dans cette intervalle j'ai fait tout en mon pouvoir pour découvrir un remède calculé à adoucir mes souffrances, remède plus souverain que ceux dont j'avais fait usage auparavant. Après beaucoup d'expérience dans la Materia Medica, et dans les herbes de notre pays, j'ai réussi à procurer un médicament purement et entièrement végétal qui répond d'une manière éminente au but que je m'étais proposé.

L'effet de ces pilules est d'exciter et de soutenir le mouvement péristaltique de l'estomach et des intestins, et de décharger le contenu de toutes matières bilieuses et morbides, et aussi d'empêcher toutes obstructions bilieuses afin de promouvoir et soutenir les sécrétions naturelles du foie. Elles sont donc efficaces à guérir toutes les maladies qui prennent origine du mauvais état où se trouvent l'estomach et les entrailles, telles que l'indigestion, la constipation, la cholique bilieuse, maux de tête, Hypochondrie, Jaunisse, Cholera Morbus, Eruptions, Erésipèle, Acidité de l'estomach, et débilité générale, leur efficacité a été abondamment prouvée par mon experience personnelle et par celle de grand nombre d'autres personnes. Ces pilules peuvent être administrées aux personnes des deux sexes, de tout âge et dans tous les cas d'indisposition. Elles sont particulierement recommandées aux personnes attaquées de maladie de foie. En les offrant au public, je mets en avant mon caractère et ma réputation, et je déclare qu'un essai des effets produits par ces pilules prouvera à tout le monde leur supériorité.

Quant à mon caractère et à ma réputation j'ai permission de référer au très revérend évêque Onderdonk et au révérend Dr. Spring de New-York.

Je demande la permission de produire le certificat suivant de l'honorable John W Taylor, de Balston-Spa, dont le caractère est bien connu du public.

« Je certifie que je connais parfaitement WM. Sears, maintenant du Village de Ballston-Spa, et que depuis plus de trente années, il a toujours maintenu une réputation honnête; je n'ai jamais entendu attaquer son caractère.

JOHN W. TAYLOR.

Ballston-Spa, oct. 6 1834.

Extrait d'un certificat de M. James Comstock Aitem, de la Gazette de Ballston Spa.

Depuis plusieurs années Madame Comstock a été affligée d'une dypepsie obstinée, accompagnée d'un grand degré d'acidité dans l'estomac et d'une surabondance de bile. Depuis quelques mois elle s'est servie des pilules renovatrices A. H. V. le Sears et elle s'en est trouvée parfaitement soulagée; je puis les recommander avec confiance au public.

Extrait d'un certificat de Madame Powell, épouse de l'honorable Juge Powell, du comté de Saratoga.

Depuis nombre d'années j'ai été affligée de tous les symptômes d'une maladie de foie accompagnés, de fortes douleurs dans le côté qui m'ont obligé à garder le lit.

J'ai commencé à prendre les pilules renovatrices A. H. V. de Sears, qui m'ont beaucoup soulagés et ont rendu les autres médicamens nullement nécessaires. Je les estime beaucoup et j'en recommande l'usage à toutes les personnes attaquées de la maladie de foie.

ANN POWELL.

Milton, octobre 3 1834.

A vendre par MM. CARTER et M'DONALD rue St. Paul, Montréal, ou les circulaires contenant des informations plus générales seront données gratis.

FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE A MONTRÉAL.

M. THOMAS GUERIN de New-York a l'honneur de prévenir MM. les Imprimeurs des Canadas qu'il se propose d'établir à Montréal une FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE, au commencement du mois de mai prochain. La longue exérience qu'il a dans ce genre de commerce et ses connaissances approfondies de l'art de l'imprimerie lui font espérer de recevoir un encouragement suffisant, dans ce pays où les lumières font de rapides progrès et où tous les jours, la presse éprouve le besoin de s'étendre.

M. Guerin fondra toute sorte de caractères dans son établissement et les vendra au même prix qu'à New-York, ce qui diminuera le prix pour l'acheteur de 25 pour cent environ Il espère que le public ne trouvera point ses articles inférieurs à ceux de New York.

Les commandes adressées immédiatement pourront être remplies pour le commencement de mai.

Les personnes qui auraient des commandes à faire sont priées de les adresser franches de port, à Montréal à MM. LECLERE & JONES, agent à de la fonderie.

1er. février, 1835.

Imprimé et publié tous les Mercredis et Samedi
PAR
LECLERE ET JONES.

CONDITIONS DE L'AMI DU PEUPLE.

Ce Journal parait deux fois par semaine, le Mecredi et le Samedi, matin. Le prix de l'abonnement est de 20s. par année, payable par semestre et d'avance non compris frais de port. Ceux qui veulent discontinuer sont obligés d'en donner avis un mois avant leur semestre échue, et payer leurs arrérages On s'abonne au bureau, rue Notre-Dame, vis-à vis du Palais de Justice.

On ne reçoit pas de souscriptions pour moins de six mois.

PRIX DES ANNONCES.—Six lignes et au-dessous 2s. 6d. et pour chaque insertion subséquente 7½d dix lignes et au-dessous 3s. 4d. et 10d. pour chaque insertion subséquente. Au-dessus de 10 lignes, 4d par ligne pour la première insertion, et 1d. pour chaque insertion subséquente.

☞ Nous publierons les annonces qui nous seront adressées, jusqu'à ce que nous ayons reçu ordre de discontinuer.

AGENTS.

D. S. LIMOGES,.......TERREBONNE
T. BARRON,......TROIS-RIVIERES
J. L. CONSTANT....STE.-THERESE
CHARLES EMOND......BERTHIER
JOHN E. LEODEL,........ST.-JEAN
JOSEPH ABRAHAM..ST. PHILIPPE
H. CREBASSA,...WILLIAM-HENRY
LS. BRUNEL,.......ST. HYACINTHE
JOS. BOURRET,.RIVIERE-DU-LOUP
DR. O'DOHERTY.......ST. EUSTACHE
FRS. MIGNAULT,.. ....ST. DENIS
TH. LEMAY...............STE. MARIE
J. M. A. RAYMOND,.....LAPRAIRIE
P. OGILVIE,...............CHAMBLY
ISAAC JONES,.......L'ASSOMPTION
H. F. CHARLEBOIS,....VAUDREUIL
P. D'ORSENNENS,..........ST-ROCH
WM. BRENT,...................QUEBEC
M. BERNIER,... ......ST. PASCHAL
J. W. D. PARENT, COTEAU DU LAC
DR. MOORE,.....HALLOWELL, H. C
CL. O. DE HERTEL......ST. ANDRE
REMI PIEUZE,.............ST. ANNE